*l'Anti*capitaliste

la revue mensuelle du **NPA**

OCTOBRE 2013

N°47
4€

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

NPA

DIMENSIONS ET DYNAMIQUES DE LA RÉVOLUTION ÉGYPTEIENNE

1973, l'épopée des Lip

Contre-réforme des retraites, une leçon de choses

Çatalhöyük, ville de l'égalité

SOMMAIRE

Jean-Philippe Divès Editorial **Obama mis en échec, reste à dégager Assad**

P3

ACTU

François Sabado Contre-réforme des retraites **Une leçon de choses**

P4

Fatima Ali Arabie Saoudite **Le mouvement de Qatif, entre théorie et pratique**

P6

Dian Septi, Zely Ariane, Christine Schneider Indonésie **Des femmes ouvrières du textile s'organisent**

P9

DOSSIER

Jacques Chastaing **Egypte, d'une révolution à l'autre**

P12

Un bref historique **Révolution continue, coups de force et créativité populaire incessante**

P13

C'est l'opposition politique, pas le peuple, qui soutient l'armée

P14

Force et faiblesse du bonapartisme militaire

P15

Sous la révolution, d'autres révolutions

P16

La crise, l'islamisme politique et la condition des femmes

P18

Chawqui Lofti **Communauté et singularité de situation au Maroc**

P19

Joseph Daher Syrie **Changements socio-économiques, impacts et conséquences**

P20

Wafa Guiga Tunisie **40 ans de pillage et d'exploitation**

P21

Luiza Toscano **A nouvelles luttes, nouvelles méthodes**

P23

Pierre Rousset **Hypothèses sur la crise égyptienne**

P24

Jacques Chastaing **Champs politiques dominants et auto-organisation**

P26

REPÈRES

Patrick Le Moal La lutte des Lip contre les licenciements **«C'est possible: on fabrique, on vend, on se paie»**

P27

Charles Piaget **Ce que Lip peut apporter aujourd'hui**

P29

LECTURES

Henri Clément **Rosa Luxemburg, enseignante**

P33

HISTOIRE

Bernhard Brosius **Çatalhöyük – Ville de l'égalité**

P34

FOCUS

Yann Cezard Hôtel-Dieu **Tout un symbole!**

P36

© Illustration de Une : Hossam el-Hamalawy. Les femmes égyptiennes en marche : peinture murale dans la rue Mohamed Mahmoud, au Caire.

Pour contacter la rédaction de L'Anticapitaliste, la Revue : contact-revue@npa2009.org

L'Anticapitaliste,
la Revue

mensuel du Nouveau Parti

anticapitaliste

Rédaction: 01 48 70 42 27

Diffusion: 01 48 70 42 31

diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28

2, rue Richard-Lenoir, 93100

Montreuil

redaction@npa2009.org

Commission paritaire:

0514P11509

Tirage: 3 000 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle

Société de presse, d'audiovisuel

et de communication (NSPAC)

SARL au capital de 3500 euros

(durée 60 ans)

Gérant et directeur de

publication:

Ross Harrold

Impression:

Rotographie,

Montreuil-sous-Bois

Tél.: 01 48 70 42 22

Fax: 01 48 59 23 28

mail: rotoimp@wanadoo.fr

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et

renvoyez nous le formulaire **accompagné d'un RIB**

à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR,

93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:

**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE,
D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION
(NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR
93100 MONTREUIL**

NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:

554755

Abonnements par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo + le mensuel
6 mois 1 an

50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel
6 mois 1 an

38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle
6 mois 1 an

22 euros 44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo + le mensuel
6 mois 1 an

70 euros 140 euros

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Obama mis en échec, reste à dégager Assad

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Le 21 août, l'armée de Bachar al-Assad a lancé sur la population du district de Ghouta, dans la banlieue est de Damas tenue par la rébellion, l'attaque au gaz sarin qui, selon les sources locales, a causé 1729 morts. Jusqu'à cette date, l'administration US s'était pour l'essentiel contentée d'observer l'évolution du conflit. Son action s'était cantonnée au champ de la diplomatie, sur lequel elle cherchait à convaincre ses « partenaires » (en premier lieu le gouvernement russe) qu'il convenait d'imposer des négociations avec en vue une solution « à la yéménite », c'est-à-dire le retrait d'Assad et quelques réformes de façade contre le maintien des structures du régime. Pourquoi alors a-t-elle subitement annoncé qu'elle se préparait à des bombardements « punitifs » ?

Il y allait d'abord de la crédibilité des Etats-Unis d'Amérique, de leur capacité à faire respecter un minimum d'« ordre » dans le monde, en particulier dans ce Moyen-Orient si stratégique de par ses ressources pétrolières. Obama avait en effet fixé au régime syrien une « ligne rouge » à ne pas dépasser dans sa guerre contre son peuple, et cette limite était précisément l'usage de l'arme chimique. Nul revirement, donc, mais la conscience aiguë que dans cette région explosive, où Israël et l'Iran ont déjà menacé d'en venir aux mains, il faut éviter que tout devienne incontrôlable.

LE CAMOUFLET D'OBAMA

S'il n'y avait l'horreur des massacres qui se poursuivent, on serait tenté de dire que la guerre en Syrie a fait une victime supplémentaire, et de taille : Obama lui-même, qui a dû remballer piteusement son projet de « frappes » aériennes. Sans compter le malaise de ses deux nouveaux caniches, Cameron qui a subi une défaite humiliante devant le parlement britannique, Hollande qui se retrouvait très isolé dans son opinion publique comme dans le monde politique.

On prendra le temps de réfléchir à la portée (historique ?) de ce camouflet, mais deux choses doivent être soulignées dès à présent. La première est que ce revers de l'impérialisme dominant est d'abord le résultat de ses échecs en Afghanistan et en Irak, auxquels les mobilisations anti-guerre dans les pays occidentaux ont naturellement participé ; on constate sur ce plan à quel point les mensonges de l'administration Bush, en 2003 à propos de l'Irak, ont désormais un impact dévastateur.

La seconde est qu'il s'agit d'une excellente nouvelle, voire d'un immense soulagement, car une telle intervention aurait eu des conséquences très graves pour les révolutions arabes. En Syrie même, où Assad et son régime, qui se seraient vus donner l'opportunité de brandir l'étendard de l'indépendance nationale face aux anciens colonisateurs et nouveaux agresseurs

impérialistes, en auraient été sensiblement renforcés. Mais aussi dans toute la région, particulièrement l'Egypte où le gouvernement militaire utilise aujourd'hui à fond – et très démagogiquement – la fibre nationaliste (progressiste dans un pays dominé ou dépendant) contre tous ses opposants.

CONTRE L'IMPÉRIALISME ET CONTRE ASSAD

Obama, toujours flanqué de ses deux petits caniches, en a donc été réduit à accepter la médiation de Poutine, fidèle allié et soutien de Bachar al-Assad : organiser sous l'égide de l'ONU un contrôle, suivi d'une éventuelle destruction de l'arsenal chimique syrien. Pendant ce temps, le régime pourra librement (mais non chimiquement) continuer de tuer en masse, tandis que les révoltés continueront de manquer des moyens de se

défendre – lance-roquets antichars et armes anti-aériennes – auxquels l'accès leur reste interdit ; sauf pour les groupes islamistes équipés par l'Arabie saoudite et le Qatar, autre face de la contre-révolution.

Les velléités guerrières (et frustrées) d'Obama et la proposition « de paix » de Poutine ont le même objectif politique : obtenir une sorte de transition négociée qui préserve le statu quo régional. Dans les deux cas, le perdant est le peuple syrien. Lutter aujourd'hui contre l'intervention de l'impérialisme en Syrie – qu'il soit étatsunien, russe ou français –, c'est d'abord soutenir, par tous les moyens à notre disposition, le combat de libération des masses. □

DR / Manifestation à Saqba (sud de la Syrie), le 20 septembre 2013, dans le cadre de la semaine de mobilisation « Seuls les Syriens libéreront la Syrie ».

© Photothèque rouge / MILO. Pancarte dans la manifestation parisienne du 10 septembre.

La contre-réforme des retraites et les positions des uns et des autres vis-à-vis du projet du gouvernement Ayrault expriment bien les tendances lourdes de la situation actuelle...

Ce projet s'inscrit dans la continuité des six contre-réformes des retraites mises en place depuis 1993, mais sa spécificité renvoie aux politiques mises en œuvre face à la crise actuelle. En effet, les classes dominantes profitent de la crise ouverte en 2008 pour redéfinir l'ensemble des rapports sociaux de l'Europe capitaliste. C'est une nouvelle phase de réorganisation capitaliste, aussi considérable que l'offensive néolibérale de la fin des années 1970 et du début des années 1980.

Les objectifs sont clairs : réduire le pouvoir d'achat des classes populaires de 20 à 30%, précariser la force de travail en explosant les droits du code du travail et ceux des conventions collectives, démanteler progressivement le système de sécurité sociale en donnant une part de plus en plus importantes aux assurances privées et aux systèmes de capitalisation, réduire considérablement la dépense publique.

Dans ce cadre, l'attaque contre le système des retraites occupe une place centrale. En faisant travailler les salariés plus longtemps, en augmentant leurs cotisations et celles des retraités, en dispensant les patrons de nouvelles cotisations, c'est le niveau de vie de millions de travailleurs qui est remis en cause à travers la part socialisée du salaire. Plus encore, une nouvelle répartition se met en place entre salaires et profits, bien plus favorable aux

CONTRE-RÉFORME

Une

capitalistes. Ainsi, sur les 16 milliards qui doivent être financés d'ici à 2040, les salariés vont d'abord prendre à leur charge 5,6 milliards via l'allongement de la durée d'activité de 41,5 actuellement à 43 ans. Il faut ajouter les hausses de cotisations sociales qui se présentent apparemment comme équilibrées, 3,2 milliards pour les salariés et 3,2 milliards pour les entreprises, mais qui, en fait, seront neutralisées pour les entreprises avec la politique du « choc de compétitivité » et de crédit d'impôts engagée l'an passé, sans oublier les baisses de cotisations compensées par une hausse de la TVA.

Cette contre-réforme, étalée dans le temps pour essayer de mieux faire passer la pilule, est en fait un des dispositifs les plus favorables au capital mis en œuvre ces dernières années. Au-delà de la question des retraites, les gouvernements de gauche comme de droite poursuivent dans toute l'Union européenne un objectif dicté par les classes dominantes : dans la concurrence mondiale acharnée qui oppose les capitalismes européens aux capitalismes nord-américain et chinois, il faut éliminer l'obstacle de ce qui reste du « modèle social européen ».

UN PARTI « DE MOINS EN MOINS OUVRIER ET DE PLUS EN PLUS BOURGEOIS »

« *Le président des patrons* », c'est la Une du quotidien Libération, pourtant adepte des thèses néolibérales. Effectivement, le gouvernement Hollande-Ayrault excelle dans le service au patronat.

Le niveau de développement de l'économie française – sixième puissance mondiale – évite aux classes populaires la brutalité des plans d'austérité que vivent la Grèce mais aussi le Portugal et l'Espagne. Il reste que les politiques d'austérité appliquées par le gouvernement Ayrault battent des records. Après l'ANI (accord national interprofessionnel) qui insécurise l'emploi et les salaires, il y a maintenant le projet de loi sur les retraites. Cruelle désillusion pour celles et ceux qui avaient cru les déclarations de Hollande sur « *la finance, cet ennemi qui n'a pas de visage* »!

Car la crise actuelle métamorphose une social-démocratie transmutée en social

DES RETRAITES

Leçon de choses

PAR FRANÇOIS SABADO

-libéralisme. Les marxistes révolutionnaires analysaient traditionnellement les partis socialistes comme des «*partis ouvriers-bourgeois*». Mais en prenant directement la responsabilité de l'ordre néolibéral dans la tourmente de la crise, ces derniers deviennent de «plus en plus bourgeois et de moins en moins ouvriers». D'«ouvrier», il ne leur reste que leur origine et une certaine base et électorat populaire – ce qui fait leur spécificité dans l'alternance bourgeoise –, mais leur politique au pouvoir les conduit de plus en plus à s'aligner sur les autres partis bourgeois. Plus qu'un symbole, ce n'est plus seulement la droite qui remet en cause le droit à la retraite, c'est maintenant la gauche gouvernementale ! Ces politiques d'adaptation sans fin aux exigences des marchés financiers sapent leur base sociale. Dès lors, on ne peut plus écarter l'hypothèse d'un effondrement politique ou électoral de cette social-démocratie.

DROITE ET EXTRÊME DROITE À L'OFFENSIVE

Du coup, la droite et l'extrême droite en profitent. Les manifestations contre le mariage pour tous ont réveillé une nouvelle fois le courant réactionnaire-vieille France, anti-Révolution française, anti-dreyfusard, toujours prêt à tenter de faire tourner en arrière la «roue de l'histoire». Mais si ce courant, qui plonge ses racines dans l'histoire du pays, a pu relever la tête de cette manière, c'est que la gauche au sens large n'a pu s'y opposer, et dans ce cadre la politique pro-patronale du gouvernement porte une terrible responsabilité.

Plus encore, cela conduit la droite à se radicaliser. Le Medef et les partis de droite exigent toujours plus : moins d'impôts pour les plus riches, moins de cotisations sociales, moins de droits pour les salariés, et des attaques redoublées contre les immigrés. Même Fillon, ex-chrétien et gaulliste «social», s'y met. Dans une situation qui peut ressembler à des «années 1930 au ralenti», ce type de politique fait surtout le jeu du Front national. S'inspirant des oripeaux du fascisme, Marine le Pen, reprend un série de thèmes sociaux, comme celui des retraites, de l'emploi ou de la

sécurité sociale, en les subordonnant à la préférence nationale. Une nouvelle fois, le parti fasciste utilise le désespoir social pour le tourner contre les étrangers. Une nouvelle fois, il tente de mobiliser des secteurs de la petite bourgeoisie et des classes populaires en déshérence pour servir les intérêts des tout-puissants.

Certes, aucun secteur du grand capital globalisé ne soutient aujourd'hui l'option fasciste. Les tensions de classe ne sont pas telles qu'il faille administrer cette solution au pays. Mais le Front national exerce maintenant une pression directe sur la droite, et nous ne pouvons plus écarter l'hypothèse d'accords directs ou indirects entre une partie de la droite et l'extrême droite dans le cadre d'une solution autoritaire. Ce qui poserait aussi la question d'une nouvelle réorganisation entre les secteurs de droite refusant le FN, le centre et le PS... Mais là encore, sous des formes que nous ne pouvons prévoir, nous sentons que les conséquences des politiques social-libérales vont aggraver la crise politique et provoquer des réorganisations d'ensemble.

POUR INVERSER LA TENDANCE, IL FAUT UNE CONTRE-OFFENSIVE DES TRAVAILLEURS

Dans cette rentrée de septembre, la situation du monde du travail est difficile. Les effets ravageurs de la politique gouvernementale pèsent sur la combattivité et la conscience des classes populaires. La journée de mobilisation du 10 septembre est certes une première étape. Elle a réuni plus de participants que ce que les prévisions annonçaient, mais elle montre les limites actuelles des mobilisations sociales.

Nombre de facteurs jouent sur les réactions des salariés : l'étalement dans le temps de la réforme, la division syndicale orchestrée par la CFDT, les limites de l'engagement des directions syndicales qui appellent à l'action mais n'exigent pas le retrait du projet, à la différence de leur attitude en 2010 – gouvernement de gauche oblige. Tout cela pèse négativement sur les conditions de la mobilisation, mais sans exonérer les uns et des autres de leurs responsabilités, les difficultés rencontrées

dans la lutte vont bien au-delà. Sans qu'il y ait eu de défaites majeures, le rapport de forces est largement dégradé. Les processus de segmentation, d'individualisation, de précarisation de la force de travail entravent l'action collective. Le rejet des politiques gouvernementales est net, mais il est difficile de le traduire en action. Les résistances se manifestent ici ou là sous des formes multiples, mais les travailleurs ne voient pas comment bloquer les attaques patronales et gouvernementales. Ils ne voient pas d'alternative crédible et de projet d'ensemble.

Rappelons pourtant ce que dit à sa manière le philosophe Edgar Morin : «*Il faut toujours être inquiet quand on voit un calme impressionnant comme ceux qui précèdent les orages. Je me souviens qu'en 1967-1968, il ya eu surgissement partout de révoltes étudiantes, de la Californie jusqu'aux pays de l'Est, et rien en France jusqu'en mars 1968. Et là, de façon tout à fait inattendue, à partir d'incidents minimes à la cité universitaire de Nanterre, est arrivée en France la plus grosse des insurrections, qui a dépassé le monde étudiant et a touché les travailleurs avec la plus grande grève ouvrière. Que va nous révéler la sortie cet état d'atonie, cette explosion, cet inattendu ? Il suffit souvent d'un tout petit rien.*»

Des victoires partielles sont nécessaires pour relancer la machine. Pied à pied, il faut des résistances unitaires. Construire des plans d'action et de mobilisation contre le projet gouvernemental est la tâche centrale des deux mois qui viennent. En même temps, il faut créer les conditions d'une mobilisation sociale d'ensemble et d'une confrontation politique contre ce gouvernement. Dans ce sens, la gauche anticapitaliste doit prendre des initiatives pour construire une opposition de gauche à la politique gouvernementale, pour ne pas laisser le terrain libre à la droite et à l'extrême droite. Faire reculer les politiques d'austérité constitue un premier pas mais aussi un enjeu essentiel aujourd'hui, en France comme en Europe. Il n'y a pas d'autre voie pour y parvenir que l'irruption sociale et politique du mouvement social. □

ARABIE SAOUDITE

Le mouvement de Qatif,

Combien savent que le mouvement révolutionnaire et démocratique du « printemps arabe » a atteint jusqu'à l'Arabie saoudite ? Ce texte d'un(e) participant(e), centré sur les enseignements des luttes dans l'agglomération de Qatif (d'environ 500 000 habitants, à l'extrême est du pays), vient en tout cas l'illustrer.

Le mouvement révolutionnaire de Qatif ne relève pas seulement d'un changement social ou d'un moyen de pression. Il transforme aussi les consciences. Il a eu pour résultat que toutes les élites en place ont perdu leurs attributs et qu'émergent, à travers la lutte dans la rue, de véritables directions qui dessinent la voie d'un futur prometteur. Celui qui veut prouver la justesse d'une méthode, d'une pensée et d'une théorie se doit de prouver leur faisabilité concrète dans le mouvement et dans la rue. Ceux qui prétendent à la neutralité sont en réalité les

apôtres de la partialité. C'est pourquoi nous ne nous fions à aucun parti, courant ou élite qui se lave les mains des intérêts des travailleurs et de leur désir de se libérer de leurs chaînes. Nous nous fions uniquement aux directions réelles sur le terrain.

Nous savons que les niveaux du mouvement réel sont disparates d'une région à l'autre. La région de Qatif a parcouru un long chemin et ne peut être comparée avec le mouvement des autres régions, qui ont besoin de davantage d'organisation. Nous devons élargir les perspectives de lutte, depuis la question des détenus jusqu'à d'autres questions, les plus importantes étant le professionnalisme, l'exploitation, l'oppression de la femme et la justice sociale.

LES SOURCES DU MÉCONTENTEMENT POPULAIRE

De nombreux secteurs de la société et des intellectuels ont fait bon accueil aux décisions du roi Abdallah d'injecter en 2011 des fonds considérables destinés au peuple, sous

forme de donations et de subventions aux institutions de l'Etat. Mais si l'on se reporte aux chiffres, on constate que ces politiques n'ont eu aucun impact positif. Depuis que le gouvernement a mené la politique de « saoudisation » des emplois, le chômage est passé de 10 à 12%. L'Etat n'y a donc pas apporté de solution radicale. De surcroît, il a mis en place une politique raciste et répressive à l'encontre des immigrés. L'inflation a augmenté pour atteindre les 700% depuis 1980, tandis que les salaires n'ont progressé que de 65%, ce qui fait de l'Arabie saoudite le pays du Golfe le plus à la traîne dans ce domaine.

Le nombre des pauvres est de quatre millions. Le décompte de ceux qui sont en dessous du seuil de pauvreté n'a pas changé, en dépit des fonds injectés par l'Etat en 2011 et de la décision positive prise par le roi de fixer un salaire minimum de 3 000 riyals. Les études de la commission ouvrière dirigée par Nidhal Radhouane indiquent que le minimum devrait être de 5 800 riyals. Le ministre

© DR / Une manifestation à Qatif, le 17 février 2012.

entre théorie et pratique

PAR FATIMA ALI

du Travail a déclaré à la suite de cette étude que « pour l'instant il n'y a pas de salaire minimum dans le secteur privé et le patron a le droit de passer un contrat avec l'employé au salaire qui satisfait les deux parties ». On peut donc en déduire qu'il n'y a pas de salaire minimum.

Les projets de construction de logements adoptés par le royaume afin d'anesthésier le mouvement révolutionnaire et des droits de l'homme ne concernent pas la plupart des régions, comme celle de Qatif.

L'ILLUSION DE LA RÉFORME POLITIQUE

L'arrivée d'une femme au Conseil de la Choura a créé la surprise, quand bien même elle signifie aussi l'arrivée des princesses et des femmes des familles bourgeoises aisées à ces postes, qui ne sont pas soumis à l'élection, mais à une nomination par décret royal. Le Conseil est dépourvu de prérogatives, il est uniquement consultatif, non législatif ni exécutif. Même après la désignation de femmes en son sein, il ne pourra apporter de solution au problème de la violence.

Or une femme sur cinq est victime de violence conjugale et une autre étude indique qu'un tiers des femmes en Arabie saoudite subit la violence masculine. Ce que subissent les femmes ne vient pas de nulle part, mais du système politique qui perpétue la violence à travers l'utilisation de textes religieux classiques pour imposer la tutelle de l'autorité, à commencer par celle du mari, pour finir par celle du sultan. Le conseil ne peut pas non plus adopter de projet autorisant la femme à conduire une voiture.

Le salaire féminin moyen est de 3900 riyals contre 6400 pour les hommes et en raison des lois opposées à l'emploi des femmes, ces dernières ne représentent que 14 % de la classe ouvrière et forment la majorité écrasante des chômeurs.

En ce qui concerne les chiites de la région orientale, les politiques confessionnelles se multiplient délibérément. Les forces de la sûreté encerclent les lieux de culte et les chiites voient des restrictions à l'exercice de leur culte. Les permis de construire des *Hosseiniyeh*² ne sont pas donnés alors que l'Etat construit et entretient les mosquées sunnites, sans parler de la souffrance

des enfants et des étudiants dans les écoles, à cause du harcèlement, et d'autant plus qu'ils étudient un programme qui ne représente que la confession sunnite. Embrasser la confession chiite est considéré comme une infraction. Les chiites sont exclus de diverses possibilités de carrière et harcelés.

Qatif est située dans une région dotée de ressources pétrolières et agricoles. Pourtant, on n'en a récolté que la pollution. Les logements de tôle sont partout, les services y sont précaires et les autorités fuient leurs responsabilités envers la région.

La commission anti-corruption mise en place par le roi Abdallah ne parvient pas à stopper les responsables de la misère et de l'exploitation.

La grogne populaire augmente de façon exponentielle, mettant en échec les tentatives de militants réformateurs d'offrir des solutions, à travers des signatures de pétitions ou encore des missives. Aucune n'entraînera de changement radical. La solution est entre les mains des manifestants de rue. Les tentatives de mendier le pouvoir ont été remplacées par des tentatives d'auto-organisation et de revendications de droits passant par la confrontation et la lutte.

LES DERNIERS DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE DE LA MONARCHIE

Le gouvernement saoudien est confronté aux défis du printemps arabe ! Le mouvement s'étend à toutes les provinces, y compris à la ville de Jawf au nord et à la Mecque à l'ouest. Il constitue un défi évident au système, d'autant plus avec l'échec de la classe dirigeante à le réprimer et à y mettre fin.

Cela a conduit à des changements d'envergure de la structure politique de la monarchie. Le prince Saoud Bin Nayef a été nommé prince de la région orientale, à la place de Saoud Bin Fahd, incapable de réprimer les manifestations à Qatif. Le prince Khalid Bin Bandar Bin Abdelaziz a été désigné prince de Riyad. La classe au pouvoir comprend qu'un mouvement est en train de monter.

Les nouvelles nominations ont été faites dans une optique sécuritaire. Khalid Bin

Bandar était commandant des forces terrestres tandis que Saoud Bin Nayef était vice-ministre de l'Intérieur et son frère Mohammad Bin Nayef est le nouveau ministre de l'Intérieur ! L'une des premières réalisations de Khalid Bin Bandar fut l'inauguration de patrouilles communes entre la Commission pour la promotion de la vertu et la prévention du vice et le ministère de l'Intérieur. Puis la Commission a commencé à jouer un rôle politique direct, assurant une présence visible devant les mosquées d'où partent les appels aux rassemblements, et s'opposant au soulèvement des étudiants, notamment à l'université du Roi Khalid.

Tous ces développements augurent d'une période de répression, de meurtres et de despotisme, qui verra disparaître tous les prétextes inconsistants et les illusions fragiles sur les velléités réformatrices du régime.

Le roi lui-même prend une position explicite contre les révolutions arabes et contre le mouvement révolutionnaire local, par ses déclarations officielles et par les arrestations en série de militants, qui n'épargnent pas les femmes qui ont fait des sit-in devant la prison de Qassim. Elles ont toutes été arrêtées pour avoir exigé la libération des prisonniers d'opinion.

LE MOUVEMENT DE QATIF

Le mouvement révolutionnaire de Qatif est apparu dans la foulée du printemps arabe, après qu'un stade critique a été atteint par toutes les options basées sur la négociation avec le pouvoir, qui ont échoué. Le premier mouvement exigeait la libération des « neuf oubliés » dans les geôles du pouvoir. Les manifestations allant croissant, la répression augmentant (arrestations arbitraires et violence), les revendications sont passées de cette exigence unique à un mouvement révolutionnaire exigeant la chute du régime. Les slogans se sont diversifiés, allant de la solidarité avec la révolution bahreïnienne à la revendication de la chute du régime des Al Saoud, la fin de la monarchie, en même temps que des revendications pour des

logements, la justice sociale et « des sanctions pour ceux qui ont tiré ».

Depuis février 2011, dix-huit martyrs sont tombés, en majorité des jeunes de 17 et 18 ans. Les exécutions ont visé les militants loin du théâtre des manifestations. Il y a des centaines d'emprisonnés, dont des mineurs, et les détenus sans jugement sont au nombre de 2542.

Des notables et des cheikhs de Qatif ont voulu offrir de l'argent aux dirigeants du mouvement, mais se sont heurtés au refus de ces derniers. En dépit de tous les périls et de difficultés énormes, le mouvement se poursuit et reste déterminé à se mobiliser.

LA DERNIÈRE OPÉRATION À QATIF

Le rôle des agents de la Sûreté est de troubler la sécurité ! La police ne sert absolument pas au maintien de la paix. Les exécutions se multiplient, tantôt expliquées par le hasard ou l'erreur, tantôt par un ciblage direct justifié sous prétexte de trahison ou de terrorisme. Ces forces lourdement armées protègent les palais et non les pauvres, tirent sur les manifestants et ne visent pas les traîtres et les assassins. Elles insécurisent les pauvres, défendent le confessionnalisme et arrêtent ceux qui s'y opposent.

Les autorités sécuritaires immondes ont transformé la *Nessfiyyeh*³ du 21 juin, célébrant la naissance du douzième imam chiïte, en funérailles – la force anti émeutes a tué deux martyrs. On a fait usage de balles réelles et de munitions dans la ville d'Awamiyya, en riposte aux

dernières manifestations qui réclamaient la libération des prisonniers et le jugement des assassins.

La voie pour se débarrasser de l'injustice ne viendra pas de la pensée pure ou de la méditation. Il faudra affronter la machine de répression qui agit comme un pouvoir social aux ordres du pouvoir et de l'argent. Cela passera par l'affrontement et la lutte tous ensemble contre le régime qui s'est construit par les meurtres et les crimes. Gloire à la rue. Nous arracherons nos droits par nous-mêmes et nous marcherons sur la nuque des tyrans. Leur heure n'est pas éloignée. Elle est à distance d'une révolution !

NOTES THÉORIQUES

Il y a une différence fondamentale entre l'action des commandos et la pratique révolutionnaire. La glorification des martyrs, la vénération de leur mémoire et l'exigence de sanctions à l'encontre des assassins n'ont rien à voir avec le sacrifice et l'appel à la mort ou le fait de considérer cette dernière comme la meilleure option. La vie est notre premier choix. Le mouvement a des objectifs que seuls les vivants seront à même de réaliser. Les manifestations les plus pacifiques sont aussi les plus massives : le pouvoir se trouve alors en position de faiblesse. Les assassinats organisés, les arrestations arbitraires sont un crime qu'il faut affronter, et qui ne s'achèvera qu'avec la révolution contre le régime, pour le changement radical et la réalisation de la justice sociale.

Les révolutionnaires qui analysent la présence de la famille régnante comme un

fait colonial se trompent. Le régime n'est pas importé et il n'y a pas d'armées venues de l'étranger pour occuper la région. Le conflit doit être compris comme régional et de luttes des classes. Ce qui ne signifie pas nier la relation de la famille royale avec l'impérialisme, une relation historique porteuse d'un projet despotique.

Les pires formes d'exploitation et de rapports sociaux lient la bourgeoisie de Qatif et la famille gouvernante qui monopolise les richesses et les ressources du pays. Cette relation est le fait d'une classe qui a participé au pillage de la terre et des ressources de Qatif. Elle ne relève pas d'une trahison conjoncturelle ou personnelle : une telle vision mène à des coalitions hétérogènes et à l'absence de lutte véritable pour la libération, puisque les forces capitalistes alliées au pouvoir restent à l'abri et l'on feint d'ignorer le pouvoir concentré dans les banques, les sociétés, le patronat par l'exploitation et l'oppression de la majorité !

L'attachement outrancier à l'identité entrave la lutte commune et menace l'esprit de solidarité entre toutes les confessions réunies par la même oppression. Elle réduit les conflits à une seule région et c'est ce que veulent les autorités. Une émancipation régionale qui passerait par l'indépendance est impossible du fait du rapport de forces qui favorise « l'occupant ». Nonobstant la faible densité de population à Qatif, le pouvoir dispose de tous les outils de destruction avec une supériorité en armement et en expérience militaire. La solution ne peut être que le soulèvement généralisé, la grève générale à l'échelle du pays.

Le passage à l'action de révolutionnaires n'ayant pas adopté la tactique adéquate et la prudence nécessaire est préjudiciable au mouvement. Le militant imprudent devient une victime facile à arrêter et tuer. Les militants remarquables qui ont été arrêtés ou tués nous manqueront pour des combats décisifs et nous n'appelons donc pas à des opérations de commandos. □

¹ Publié originellement sur le site Al-Manshour (<http://al-manshour.org/node/4220>), ce texte a été traduit de l'arabe par Luiza Toscane. Nous en publions ici une version réduite. L'article complet peut être consulté à l'adresse : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29484>.

² Des salles de la congrégation pour les cérémonies rituelles chiïtes et notamment pour la commémoration de leur chef spirituel, l'imam Hossein.
³ Occasion de réjouissances populaires, marquant l'anniversaire du douzième Imam chiïte, Mouhammad Al-Mahdi.

©DR / Rassemblement de femmes contre la répression.

INDONÉSIE

Des femmes ouvrières du textile s'organisent

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTINE SCHNEIDER

ENTRETIEN
AVEC DIAN SEPTI
ET ZELY ARIANE¹

Le syndicat FBLP s'est développé dans une grande zone industrielle d'Indonésie, et y a créé une radio qui l'aide à se développer et à organiser les travailleuses, qui y forment la composante essentielle de la classe ouvrière. Une expérience originale, si ce n'est unique, qu'il vaut la peine de relater.

Dans la zone industrielle de Nusantara Bonded Zone (KBN) Cakung, près de Jakarta, 80 000 travailleurs sont employés dans des dizaines d'usines, spécialement des ouvrières. Quel a été le développement du syndicat FBLP depuis les grèves de 2010 ?

Lors de son congrès de juin 2013, le FBLP s'est rebaptisé Fédération². Il a gagné un large crédit depuis les grèves pour les salaires en 2010 dans la zone de KBN Cakung. Lors de la première grève appelée par une coalition de syndicats de Jakarta, le FBLP était particulièrement à l'avant-garde en avançant fermement et clairement qu'il était possible d'augmenter de manière significative le salaire minimum de la région. Ce qui a été important, c'est que le FBLP est apparu comme un syndicat maintenant la revendication d'un salaire minimum consistant, alors que les autres syndicats avaient abaissé les leurs et évité la grève parce qu'ils avaient un accord avec les patrons et le gouvernement³. Grâce à cette cohérence, la FBLP a pu expliquer l'importance pour les ouvrières d'avoir une organisation vouée à leur lutte, le fait que les dirigeants d'une organisation peuvent ne pas être aisément soudoyés par l'entreprise et doivent toujours être sous le contrôle de leurs membres. Depuis, la FBLP est passé d'une organisation de travailleurs non autorisée à une fédération ouvrière enregistrée avec des structures sur plusieurs lieux de travail.

Même si la grève ne s'est pas poursuivie, les activités des travailleurs se sont accrues au local du secrétariat de la FBLP, théâtre de réunions et discussions pendant tout le mois de décembre 2010. Cela a été le socle qui a permis l'implantation de la FBLP sur d'autres lieux de travail. La FBLP est désormais présent dans cinq usines au lieu d'une, avec environ 3 000 membres. En janvier 2013, elle a réussi à obtenir l'accreditation du ministère du travail pour se

constituer en fédération, un syndicat multi-entreprises.

Des camarades de Perimpunan Mahardika⁴ et du FLPB ont créé une radio de femmes appelée Marsinah FM. Que représente Marsinah dans le mouvement ouvrier indonésien ?

Marsinah est le nom d'une femme qui travaillait comme ouvrière dans une usine de montres à Sidoarjo, dans la Province Est de Java et qui a été assassinée en 1993. Les causes de son décès n'ont pas été révélées par la justice parce qu'il est probable que les auteurs du crime soient des militaires. Marsinah symbolise le courage de revendiquer des droits pour les ouvriers. Son meurtre brutal est une des preuves des atrocités commises par les militaires pendant le régime de l'Ordre Nouveau de Suharto. Bien que le dictateur ait été renversé par la résistance populaire en 1998, les structures politiques de l'Ordre Nouveau dominant le pouvoir encore maintenant. Marsinah était une travailleuse ordinaire, membre d'un syndicat, mais pas une de ses responsables. En 1993, le propriétaire de l'usine où elle travaillait avait refusé d'augmenter les salaires, en accord avec la décision du gouvernement. Cela a conduit à des manifestations ouvrières. Les revendications n'ont pas été satisfaites et les militants connus ont été arrêtés et détenus par le bureau militaire régional de Sidoarjo. Marsinah a eu l'audace de s'y rendre pour voir ses camarades et protester contre leur arrestation. Il est important de savoir que sous l'Ordre Nouveau tout le monde avait peur des militaires, alors qu'elle est allée seule défendre ses camarades. Mais elle n'en est jamais revenue. Le 8 mai 1993, son corps torturé a été retrouvé dans les bois de Nganjuk, du district de Sidoarjo, à l'Est de Java.

Marsinah est devenue une héroïne pour les travailleurs indonésiens, particulièrement les

femmes. Son combat est commémoré chaque année le 8 mai au travers de diverses activités et manifestations. Encore maintenant, l'affaire n'est pas élucidée, justice ne lui a pas été rendue. Le gouvernement a toujours considéré cette affaire comme relevant d'un fait divers.

Que représente cette radio pour les femmes et les travailleurs ? Que leur propose-t-elle ?

Marsinah FM a pour slogan : « *des femmes travailleuses pour le bien-être et l'égalité* ». Depuis sa fondation, Marsinah FM a créé une variété de programmes comme des débats, des lectures, des émissions interactives, des discussions publiques ainsi que des textes de plaintes accompagnées d'un programme musical.

Les animateurs, les opérateurs et les techniciens qui travaillent à Marsinah FM sont tous des travailleurs de KBN Cakung ; soit 22 personnes de 8 usines différentes, plus un temps complet du syndicat FBLP et de l'association de femmes Perempunan Mahardhika. Un homme seulement est actif dans l'équipe, toutes les autres sont des femmes.

A côté de la musique et des émissions générales, la radio a un programme hebdomadaire, *Miroir*, traitant des débats, expériences, réflexions sur le corps et la sexualité féminine. *Des droits et des lois* porte sur les droits et la législation du travail pour les femmes, au niveau national et international. *Syndicalisme* parle des activités de la communauté (de Cakung), des organisations de travailleurs et du peuple. *Des Femmes Célèbres* offre des lectures sur des personnalités féminines à l'échelle locale, nationale et internationale. *Mon histoire* relate des expériences personnelles à partager, tout en utilisant l'interactivité du téléphone. *Ecran* est consacré à de la littérature syndicale et à des

œuvres de grands auteurs. *A la maison* est une émission interactive sur des familles, des enfants, des communautés et leurs dynamiques internes. *Dans le Monde*, une émission donnant des informations variées sur les travailleurs du monde, sur le développement de la civilisation humaine, parce que les travailleurs doivent connaître le monde. Une activité est également organisée tous les deux mois sur les débats féministes à explorer par les travailleuses.

Les programmes diffusés sont utiles aux travailleurs et aux femmes membres de la FBLP, comme aux membres de l'équipe de la radio elle-même. Marsinah FM motive les travailleurs pour s'informer sur les questions concernant le travail et les femmes et pour exprimer leur potentiel.

Des plaintes sur des problèmes dans le travail, de violence domestique et d'agressions sexuelles arrivent également à la radio. Dès le début, nous avons reçu des appels de travailleurs et de femmes. Nous avons donc créé des programmes qui discutent, une fois par semaine, de témoignages ou de plaintes envoyées par SMS par des auditrices. Mais le plus souvent, des plaignants se présentent personnellement au secrétariat de la radio. Des cas de viol, de violences domestiques et plus généralement de violations de droit du travail ont été traités en direct. Dans un cas de violence domestique, l'équipe de la radio s'est déplacée en groupe pour défendre la victime et conduire l'agresseur au poste de police.

Comment apprenez-vous aux femmes ouvrières à se défendre, en particulier quand elles rentrent tard à la maison après une journée de travail ?

KBN est la seule zone industrielle appartenant au gouvernement et elle est bien connue pour ses nombreuses violations du droit du travail. Cela veut dire de longues journées de travail, avec des heures supplémentaires non payées. Plus de 90% des travailleurs étant des femmes, cela implique inévitablement une vulnérabilité aux violences sexuelles.

Pour encourager les ouvrières à se protéger elles-mêmes, en tant que travailleuses et en tant que femmes, la FBLP leur fournit des informations sur leurs droits. Il diffuse des tracts régulièrement après les heures de travail, organise de petites discussions sur le temps de pause, appelle les travailleurs à ne pas se taire et à se plaindre quand il y a violation des droits. Outre les droits du travail, la FBLP prend en compte les différentes formes de harcèlement sexuel, massivement présent sur les lieux de travail, que ce soit de la part d'autres employés, de

chefs, de superviseurs, alors que des femmes ont toujours peur de témoigner.

Nous organisons aussi des actions de protestation. D'après notre expérience, les actions de protestation collective sont des moyens de résistance plus sûrs que de rapporter un cas d'abus sexuel à la police ou aux agences gouvernementales. Les rapports ne protègent pas les femmes et aggravent même la pression qui s'exerce sur elles. En juillet 2013, la FBLP a rapporté un cas de harcèlement sexuel concernant une de ses membres, mais l'affaire est au point mort.

Pour nous défendre, particulièrement des agressions sexuelles, nous avons déclaré le 21 avril, jour du premier anniversaire de la radio, la formation d'une association de femmes appelée Bambou. Les femmes de Bambou sont armées de petits bâtons de bambou, plus pour exprimer leur confiance en elles que pour s'en servir de manière offensive. Nous avons invité les travailleuses et les femmes en général qui ne se sentent pas en sécurité à s'équiper d'un bâton dans leur sac.

Nous avons vu augmenter le nombre de cas d'agression contre les femmes dans les transports publics au retour du travail. Pour les femmes de Bambou, les auteurs de violence doivent être combattus et les femmes ont le droit d'être en sécurité dans la rue, sans s'enfermer à la maison. D'autant que la maison n'est pas nécessairement synonyme de sécurité, au vu des plaintes de violences domestiques.

Quinze ans après la chute de Suharto, les violations des droits de l'homme existent toujours, comme par exemple l'utilisation excessive de la force lors de manifestations en Papouasie en 2011. En juillet 2013, la loi « Ormas » sur les organisations a été adoptée. Cette réforme donnera au gouvernement plus de contrôle sur les activités publiques, comme le droit de dissoudre une organisation considérée comme une menace pour l'Etat.

Quelles ont été les réactions des syndicats, des ONG et des organisations d'extrême gauche ?

La menace pour les associations populaires est que maintenant, la classe dominante a un fondement légal pour criminaliser l'expression politique publique. La loi Ormas a été largement rejetée parce que sa principale motivation est de contrôler et rendre difficile l'expression politique des forces populaires. Un de ses articles les plus antidémocratiques est de statuer qu'une organisation de masse doit être purement sociale

et qu'aucune expression politique n'est autorisée. Seul un parti politique peut faire « de la politique ».

Les risques d'affaiblir les capacités de fonctionnement des organisations de la société civile seront toujours là. Bien que le niveau de répression ne soit pas le même dans chaque ville. Par exemple, dans l'une des villes du Centre de Java, Surakarta, la surveillance des organisations de masse a commencé juste après que la loi a été adoptée, alors qu'à Jakarta, la capitale, elle n'est pas (encore) significative. Je pense que l'application de cette loi dépendra du rapport de forces du mouvement social. C'est comme pour la loi indonésienne anti-pornographie, adoptée en 2008, appliquée de façon aléatoire dans les différentes villes et principalement utilisée comme un filet juridique pour les autorités ou les forces réactionnaires qui se plaignent. Mais la loi est là et permettra de poursuivre les organisations populaires quand ce sera nécessaire.

Elle fait partie d'un lot de lois anti-démocratiques passées depuis 2003. La loi anti-terrorisme (2003) et son ajustement (2012), la loi sur l'espionnage (2011), les projets de loi sur les conflits sociaux (2011) et sur la

sécurité nationale sont parmi les plus draconiennes. Le nombre croissant de cas de criminalisation de militants pour leur activité, essentiellement des syndicalistes et des dirigeants paysans qui se battent pour leur terre, fait que l'avenir de la démocratie apparaît sombre, dans un pays où la transition démocratique est présentée comme la « meilleure ».

Les réponses des ONG et des organisations d'extrême gauche ont été une réussite en termes de mobilisation, même s'il n'y a pas eu de victoire. Les actions de protestation contre cette loi anti-démocratique sont plus nombreuses que celles sur des questions sociales. Un comité contre la loi Ormas et tous les projets de loi de sécurité nationale prépare en outre une action législative contre cette nouvelle loi au niveau de l'Assemblée constitutionnelle.

L'augmentation du prix de l'essence sans subvention pour ceux qui ont un petit salaire va avoir des répercussions sur les travailleurs. Quelle est la situation sociale et économique en Indonésie ?

L'économie indonésienne est sur le chemin de la crise, suivant la baisse de la croissance

dans la région. Même les magazines économiques le confirment. Baisse de la croissance et des exportations, fondements fragiles d'une économie dépendant de la consommation domestique, augmentation constante du chômage et de la précarité, accroissement de la pauvreté, sans hausse du pouvoir d'achat même pour la soi-disant classe moyenne indonésienne.

Le gouvernement vient juste de publier sa version du filet de sécurité économique : augmenter les investissements et les exportations, geler les salaires des travailleurs. C'est une solution pour les riches. La hausse du prix du pétrole a déjà impacté l'ensemble de la production et de la consommation. Même le long congé de la fête religieuse de l'Aïd n'a pas réussi à accroître la consommation, parce qu'il y avait de toute façon peu à dépenser.

La situation met la classe ouvrière devant un nouveau défi, en particulier avec les attaques prévisibles dans les négociations salariales à venir pour fin 2013 et 2014⁵. Cette année, l'augmentation moyenne des salaires a atteint le pic de 40%. Cela a été une claque pour tous les patrons. Depuis, ils intensifient les efforts contre la relance des salaires et ont

réussi à amener le gouvernement à exempter les sociétés qui se déclarent incapables de faire face à cette obligation, particulièrement dans le textile et la confection.

Les contre-attaques patronales sont constantes, soutenues par le gouvernement et la police à travers les exemptions d'obligations légales, la criminalisation des militants, la répression permanente de la solidarité. La grève a été très populaire et utile pour faire respecter les droits des travailleurs et renforcer la résistance ouvrière lorsqu'elle rencontrait un nouvel obstacle. □

1 Dian Septi est secrétaire du syndicat FBLP, directeur de la Radio Marsinah FM et membre de la direction collective de Politik Rakyat (« Politique populaire »). Zely Ariane est membre de la direction collective de Politik Rakyat.
 2 En indonésien, Forum Buruh Lintas Pabrik est devenu Federasi Buruh Lintas Pabrik (Fédération du travail inter-entreprises), mais reste FBLP.
 3 La première journée de grève générale de la zone de KBN Cakung a eu lieu le 25 novembre 2010 à l'appel du Jakarta Labor Forum, une alliance de 16 syndicats. La deuxième journée de grève générale, le 3 décembre 2010, a été organisée par le FBLP et un syndicat des transports, le SBTP.
 4 Perimpuan Mahardika, association Femmes Libres.
 5 Sur les salaires minimaux par régions, lire Mobilisation ouvrière et réaction patronale, par Ariane Zely, dans Inprecor n° 592-593 de mars-avril-mai 2013.

© DR / Un rassemblement des ouvrières de la FBLP.

PRÉSENTATION

Egypte, d'une révolution à l'autre

PAR JACQUES CHASTAING

L'importance de la révolution égyptienne s'impose peu à peu aux esprits. Comme sa sœur tunisienne, elle ne devait ni durer ni s'étendre, les peuples arabes étant voués à la malédiction d'émeutes sans lendemain, sans pensée, sans portée, condamnés à se faire voler leurs révolutions par des élites inamovibles, destinés éternellement aux dictatures militaires ou religieuses...

Pourtant, la deuxième révolution du 30 juin a montré que quelque chose de puissant continuait à cheminer sous l'étouffement médiatique de l'hiver islamique. C'est pourquoi les puissances occidentales, profitant de l'escamotage du coup d'État militaire du 3 juillet, ont crié d'autant plus fort à l'horreur des violences armées. Il fallait occulter cette seconde révolution exceptionnellement massive, populaire et qui prolongeait un mouvement de trois mois de grèves d'ampleur historique.

Certes détournée une seconde fois par l'armée, la révolution n'a pu aller jusqu'au bout. Le massacre militaire fut à la hauteur des peurs générées par ces «masses» réclamant leur dû. Au lieu du pain, de la justice sociale et de la liberté, le peuple s'est retrouvé avec un embryon de guerre religieuse qu'il ne voulait pas. Étourdi par un tel détournement, sonné par un tel déchaînement de brutalité, il lui faut digérer l'évènement. Mais si on lui a volé sa révolution, il n'a pas été brisé, et sa marche en avant ne saurait tarder à reprendre, encore plus puissante et révélatrice. Si cela n'a pas déjà commencé avec les luttes de fin août, début et mi-septembre dans le textile ou par les étudiants avant même la rentrée scolaire du 21 septembre.

Paradoxalement, ce sont les soulèvements concomitants du Bangladesh, du Brésil ou de Turquie qui nous font peut-être le mieux sentir la dimension de cette révolution égyptienne: elle n'est pas finie, n'est pas qu'un phénomène

local, voire régional arabe, et elle est aussi la nôtre. Pas par une espèce de solidarité platonique pour un pays lointain et sous-développé; ni parce que l'Égypte est un pays de 85 millions d'habitants à l'influence politique et religieuse importante sur la région des champs pétrolifères; mais parce que si la place

Bien sûr les classes possédantes ont su profiter de l'inexpérience politique des exploités et des opprimés pour détourner jusque là leur mouvement. Mais nous ne sommes pas commentateurs. Cette révolution est la nôtre, c'est aussi nous qui sommes en cause.

On a souvent cru que les slogans «dégage Moubarak» ou «Ben Ali» puis «Morsi» signifiaient seulement l'anachronisme de régimes sclérosés, archaïques et rentiers. Ce n'était pourtant là que les expressions d'une première révolution démocratique, nationale, qui exigeait la chute de régimes dictatoriaux à l'économie résumée au parasitisme. Mais derrière cette première révolution, il y en a une seconde, sociale et à dimension planétaire, visible au slogan «pain, justice sociale, liberté» et pour qui une réelle démocratie, tout de suite et pour tous, signifie la démocratie économique et l'égalité sociale. Bref, un processus de révolution permanente qui, derrière l'illusion des bulletins de vote, pousse à démasquer la dictature des conseils d'administration des banques et la tyrannie des détenteurs de la dette. Ce qui nous parle.

Quand les Égyptiens et les Tunisiens disaient «dégage Moubarak» ou «Ben Ali», la majeure partie d'entre eux voulait dire «dégage tous les petits Moubarak», «les petits Ben Ali» à tous les niveaux de l'appareil d'État ou économique, une remise en cause de toutes les oppressions, de la propriété aux frontières nationales, de la famille patriarcale à la religion.

C'est cette dimension qu'on dissimule derrière les hypocrites lamentations sur l'hiver islamiste ou l'horreur des violences militaires. C'est encore cela que le chaos d'une intervention militaire en Syrie pourrait masquer sinon contraindre.

Voilà la/les dimension(s) de cette révolution égyptienne que nous abordons dans ce dossier. □

Dès septembre 2013, les grèves et manifestations ont repris. Ici, les Ultras du club de football de Zamalek. DR.

Tahrir nous a déjà éveillés à nouveau à la perspective révolutionnaire, le 30 juin nous a donné le sentiment diffus que ce qui est à venir pourrait nous concerner directement et peut-être même nous entraîner.

«DÉGAGER MOUBARAK» OU «DÉGAGER TOUS LES PETITS MOUBARAK»?

La révolution égyptienne a eu tout de suite cette dimension internationale, et pas seulement par sa place géopolitique. Mais parce que si massive, si urbaine, si connectée, liée à la crise économique mondiale, elle a quelque chose qui dessine les contours de trente ans de transformations du monde par la crise mondiale de surproduction et sur-accumulation, qui touche aussi bien à la Grèce qu'à la Bulgarie, l'Espagne ou l'Italie, qui dit la période et nos tâches.

UN BREF HISTORIQUE

Révolution continue, coups de force et créativité populaire incessante

PAR JACQUES CHASTAING

Dans la deuxième moitié des années 2000, l'Égypte est passée dans les mains d'un gouvernement dit des «millionnaires», affichant ostensiblement le règne de l'argent. Apparaissent dès lors deux mouvements de contestation, l'un démocratique, Kifaya, l'autre ouvrier, notamment autour des grèves du textile à Mahalla en 2006 et 2008.

2011

Le 25 janvier, dans la foulée de la révolution tunisienne, le peuple descend dans la rue. L'armée, les Frères musulmans et le PND (parti de Moubarak) se mettent d'accord pour une transition en douceur. Mais devant la menace d'une grève générale qui gronde, le 11 février, l'armée démet Moubarak pour empêcher la grève générale de le faire elle-même et de pousser ainsi la révolution plus loin. Les Frères musulmans sont spectateurs. Tahrir est occupé, les grèves continuent pour des revendications économiques mais aussi politiques: la chute de tous les «petits Moubarak». L'armée supprime le droit de grève le 23 mars, fait intervenir ses chars dans les usines. Les Frères musulmans, les salafistes, les libéraux, le grand Mufti, le pape copte dénoncent les grèves. Mais rien n'y fait, elles continuent. L'armée tente un premier coup de force constitutionnel par référendum; tout le monde s'en fiche.

Le 27 mai, des centaines de milliers de manifestants dans le pays crient «*Tahrir est partout. Où sont les Frères musulmans ?*», prenant conscience qu'ils ont la force d'envahir les rues sans ces derniers.

En septembre, une grève générale d'enseignants, puis de médecins pour la défense des services d'éducation et de santé, menace de s'étendre. L'armée instaure l'état d'urgence en prenant prétexte de menaces terroristes. Le 8 octobre, elle tente un coup de force en montant la provocation de Maspéro. S'appuyant sur les divisions religieuses, elle appelle les musulmans à descendre dans la rue pour protéger les soldats prétendument attaqués par les coptes. Dans la rue, musulmans et coptes se rendent compte du coup monté et se retournent, unis, contre l'armée. C'est la

première rupture entre l'armée et le peuple et le premier rejet populaire de tout ce qui attise les conflits confessionnels. Dans la foulée, novembre est empli d'affrontements violents entre manifestants et forces de répression autour de la rue Mohamed Mahmoud. Les Frères musulmans dénoncent les manifestants et applaudissent l'armée.

Partout et à tout moment, on parle politique. Les initiatives de toute sorte traduisent cet éveil. Des graffitis muraux aux nouvelles organisations syndicales libres en passant par une multitude de partis ou d'associations, allant de vidéastes jusqu'à des organisations d'entraide médicale ou scolaire, modifient le paysage psychologique, médiatique et intellectuel du pays. On n'a plus peur, on le dit, on le filme et le montre. Les manifestations, pétitions, occupations, sit-in, grèves locales ou générales, affrontements, occupations d'entreprises, de commissariats, préfectures, tribunaux, des initiatives multiformes dans tous les domaines (mises à l'écart de certains anciens responsables dans des universités ou des entreprises, jugements de personnalités impliquées dans l'ancien régime, expropriations de certains de leurs biens, créations de collectifs divers) ne cesseront pas.

2012

En janvier 2012, «Kazeboon» (Menteurs), une immense campagne de vidéo-projections dans les rues, sur les murs des bâtiments publics, dans les écoles... dénonce l'armée. En même temps, les islamistes qui avaient commencé l'hiver par des succès électoraux aux législatives le finissent en janvier 2012 par un début d'effritement et une participation en baisse.

Le 25 janvier 2012, plus d'un million de personnes place Tahrir, davantage qu'un an auparavant, cherchent à envahir le nouveau parlement dominé par les partis islamistes qu'ils accusent de collusion avec l'armée. Après les massacres du stade de Port Saïd, que les militaires ont organisés pour tenter une nouvelle fois un coup de force, l'effervescence continue jusqu'au 11 février, de manière quasi insurrectionnelle. Les étudiants appellent toute la population, les ouvriers en particulier, à la grève générale pour faire tomber le régime et ouvrent la porte aux idées socialistes.

Un horizon que le vote massif pour le socialiste nassérien Sabbahi confirme aux premiers tours des présidentielles de mai, faisant de lui le véritable vainqueur politique des élections.

Au premier tour, le vote islamiste s'effondre, passant de 70 % aux législatives à 25 % pour les Frères musulmans. Morsi l'emporte au second sur le candidat de l'armée, parce que les électeurs votent contre ce dernier.

L'armée tente alors un troisième coup de force. Elle dissout l'Assemblée et s'attribue ses pouvoirs, mais recule devant une mobilisation populaire exceptionnelle et accepte alors que le pouvoir passe aux mains de Morsi, comme meilleur gardien de l'ordre capitaliste à ce moment.

En septembre 2012, une grève des instituteurs s'étend au secondaire, au supérieur, aux étudiants, aux employés des transports publics, stewards et hôtesses de l'air, médecins, sidérurgistes, salariés du canal de Suez, sur fond de luttes contre la hausse des prix et les pénuries de bouteilles de gaz.

Morsi tente de détourner la colère sur des questions religieuses, avec un film américain islamophobe, puis profite du discrédit de l'armée dans cette période pour tenter un coup de force à travers lequel il s'attribue tous les pouvoirs. Une insurrection populaire, en décembre, le contraint à la fuite. Il est sauvé par l'opposition regroupée dans le Front de salut national (FSN), créé à ce moment, qui contribue à canaliser l'insurrection vers un référendum religieux, dans lequel tous les partis sont cependant désavoués et mis en minorité par le peuple qui boycotte le scrutin.

2013

En janvier 2013, une nouvelle poussée insurrectionnelle crée ses propres organes d'auto-défense. En février, le gouvernement déclare

l'état d'urgence et le couvre-feu sur les villes du canal de Suez qui se soulèvent, notamment Port Saïd. Personne ne respecte le couvre-feu. En mars, avril et mai, une vague de grèves à un niveau jamais vu mêle une nouvelle fois revendications économiques et politiques.

Les jeunesses de l'opposition libérale chevauchent alors ce mouvement et le centralisent avec la campagne Tamarod et ses 22 millions de signatures qui contestent la légitimité de Morsi, mais occultent en même temps le contenu social de la mobilisation en interdisant son expression (seul le drapeau national est autorisé). Tamarod culmine le 30 juin, quand peut-être 17 millions d'Égyptiens descendent dans la rue pour renverser Morsi. L'opposition panique devant cette seconde révolution et en appelle à l'armée.

Celle-ci, remise en selle par le FSN, renverse Morsi par un coup d'État afin de couper l'herbe sous le pied à la révolution, de l'empêcher de porter ses revendications sociales sur le devant de la scène et d'entraver à cette occasion une prise de conscience politique ouvrière.

Les Frères refusant leur mise à l'écart et s'opposant au mouvement populaire, l'armée se lance dans les massacres de leurs rassemblements, un peu comme réponse à la tentative de coup de force de Morsi en novembre 2012, mais surtout pour faire obstacle à une poursuite du 30 juin et, à partir du chaos, légitimer son pouvoir bonapartiste contre la révolution.

Dès la fin août cependant, des grèves et des manifestations reprennent, pour tout type de revendications. □

C'est l'opposition politique, pas le peuple, qui soutient l'armée

Lors de la manifestation massive du 30 juin, les dirigeants de Tamarod, proches de l'opposition libérale, ont interdit toute expression politique ou professionnelle. Seuls les drapeaux nationaux et les pancartes individuelles étaient acceptés. Après trois mois d'un immense mouvement de grèves, ils voulaient empêcher que les revendications ouvrières s'imposent et que le prolétariat prenne conscience de sa force pour exprimer ses intérêts propres – surtout contre l'armée qui détient plus du quart de l'économie du pays.

Par crainte que ce mouvement continue en dégageant tous les petits Morsi et Moubarak de l'appareil d'État et économique, l'opposition, en particulier nassérienne, a appelé l'armée à dégager Morsi avant que le peuple ne le fasse. Une fois l'ultimatum de l'armée posé, quasiment toute l'opposition (libérale, nassérienne, démocrate, de gauche ou salafite, copte ou d'Al Azhar, politique et syndicale), qui contrôle la majeure partie de la

presse, des églises et des mosquées, a soutenu le coup d'État militaire. Par contre, de nombreuses associations dénonçaient tout à la fois le coup d'État et les Frères – «Front des avocats», «Non aux tribunaux militaires», «Groupe contre le harcèlement sexuel», vidéastes de «Mosireen», etc.

La veille du 30 juin et encore ce jour-là, l'armée était du côté de la répression, avec les Frères musulmans. Dégager Morsi voulait dire pour le peuple affronter les forces de police et de l'armée, avec un risque de bain de sang. Aussi l'ultimatum de l'armée à Morsi a-t-il été reçu avec un immense soulagement, même de la part des pires opposants à l'armée. Ce qui ne signifiait pas pour autant un soutien à l'armée. Tout juste une alliance conjoncturelle. Mais le peuple n'avait pas d'outil politique pour dire ce sentiment contradictoire : joie de ne pas risquer sa vie contre l'armée, méfiance à son égard du fait de son passé.

A cela s'ajoute le fait que le 30 juin, des millions de personnes sont descendues

dans la rue pour la première fois de leur vie. Moins expérimentées, elles pouvaient «accepter» ce que défendaient presque toutes les forces organisées : Sissi représente une partie de l'armée différente, plus jeune, plus proche du peuple... Le mouvement populaire s'est alors écoulé sur la pente la plus facile. Ce qui ne veut pas dire adhésion. En revanche, toute l'opposition politique¹ a soutenu l'armée et camouflé sa forfaiture derrière un soi-disant soutien du peuple.

Le 15 septembre, les agents de nettoyage des rues dans le gouvernement de Beheira sont entrés en lutte afin d'exiger que le gouverneur militaire soit délogé immédiatement pour avoir brutalisé un de leurs collègues. □ **J.CH.**

¹ A l'exception notable de l'organisation des Socialistes révolutionnaires, d'ailleurs aujourd'hui réprimée par le gouvernement militaire. Voir la revue l'Anticapitaliste du mois précédent.

Force et faiblesse du bonapartisme militaire

On estime que l'armée possède de 25 à 40% de l'économie égyptienne. Mais c'est un sujet tabou, toute mention publique de son patrimoine est illégale. L'armée est un grand propriétaire foncier et possède de multiples fermes; elle contrôle de très nombreuses entreprises dans la production d'armement, l'agro-alimentaire, la fabrique de pâtes, de sucre ou d'eaux minérales, les abattoirs, la pêche, la construction, l'hôtellerie, le tourisme, le pétrole, l'immobilier, le nettoyage, les cafétérias, les gardes d'enfants, les stations-service, etc. Ces entreprises au-dessus des lois sont souvent exonérées d'impôt et bénéficient de subventions comme aucune autre.

L'armée peut saisir des terrains au prétexte de « défense de la nation » – de fait pour la spéculation ou le commerce. Ses officiers supérieurs à la retraite sont à la tête des administrations, des entreprises nationales ou de celles récemment privatisées. Les privatisations ont profondément dégradé la situation des salariés, mais peu changé le parasitisme économique de l'armée.

L'institution militaire n'a jamais voulu d'un marché libre, craignant pour son empire économique. La supervision étatique des secteurs centraux de l'économie reste entre les mains des généraux; le ministère de l'environnement en compte en son sein... 65. La grande majorité des gouverneurs, responsables de districts ou de villes sont des militaires à la retraite. L'armée continue ainsi à contrôler le secteur privé, non pour aider au développement du secteur productif ou protéger les salariés, mais pour continuer à capter les rentes parasitaires de situation. Une conséquence est l'amplification de la corruption aux sommets de l'armée : les scandales sont fréquents et provoquent la colère du petit peuple.

DIVISIONS ET FRAGILITÉS

Dans les années 1970, Sadate avait grignoté l'empire en privatisant une partie du secteur public et en ouvrant le pays aux biens de consommation et aux services occidentaux, les mettant en concurrence avec les produits militaires. Moubarak a continué la libéralisation, mais ne s'est pas attaqué aux propriétés

Le 19 septembre, la manifestation des Ultras de Zalamek s'est conclue par des affrontements qui ont fait un mort dans leurs rangs. DR.

de l'armée. Celle-ci craignait cependant que son fils Gamal, ardent libéral qui se préparait à la succession de son père, ne reprenne la politique de Sadate. Cela explique en partie son absence d'états d'âme lors de son coup de force contre Moubarak et l'irritation des USA à son égard.

Mais l'armée est aussi pour les hommes du pays un passage obligé par la conscription, et l'une des rares institutions où un jeune d'origine modeste peut espérer une ascension sociale. Elle est divisée à sa base par cet aspect contradictoire, générant parmi ses cadres intermédiaires des trajectoires nationalistes nassériennes et au bas de la hiérarchie des oppositions totales.

Dans les fermes militaires, souvent de centaines de milliers d'hectares, les soldats pauvres issus de zones rurales travaillent de force, sans être payés. Traités comme des esclaves, humiliés, leur conception de la « patrie » en prend un coup. Dans les entreprises militaires, célèbres pour leur répression, les ouvriers ne sont pas soumis au code du travail et

n'ont pas de syndicat. De plus, l'armée force des conscrits à acheter ses produits et à consommer dans les cantines militaires. Elle leur fait souvent distribuer ses produits en échange de quelques faveurs. Le rôle bonapartiste au-dessus des factions que tente de jouer l'armée est donc particulièrement exposé à la révolte sociale.

Bien des protestations ouvrières depuis la révolution ont visé des patrons militaires en demandant qu'ils soient « dégagés » pour corruption : 16 000 salariés de l'Organisation arabe de l'industrialisation contre son directeur militaire; 2 000 travailleurs du secteur pétrolier contre la militarisation progressive de leur travail; 5 000 ouvriers des entreprises militaires n°9, 63, 45, 999 et 200, associant revendications économiques à celles de « dégager » leurs dirigeants. En mars 2012, la plupart des grèves ont touché des secteurs contrôlés par l'armée. Le 20 de ce mois, un camp de tentes a

été érigé devant le siège de l'Organisme des impôts avec comme slogan principal : « A bas le règne des militaires : notre organisme n'est pas un camp ! » La présidente des zones fiscale est l'épouse de Sami Anan, numéro 2 du Conseil supérieur des Forces armées. Le 3 mai, l'armée est intervenue pour libérer le gouverneur militaire de Suez, séquestré par les ouvriers du port qui voulaient sa démission.

Et puis, l'armée de conscrits n'est pas si fiable. Ceux du ministère de l'intérieur sont chargés de la plupart des tâches de répression. Le 6 mai 2012, ils se sont mutinés à cause du mépris, des brutalités dont ils sont victimes de la part de leurs officiers et des tueries qu'on leur ordonne de commettre. Après l'horreur des massacres des Frères musulmans, il est rien moins que sûr que les 500 000 conscrits acceptent de réprimer le peuple révolutionnaire. □ **J.CH.**

Sous la révolution,

Acculée par la dette, poussée par le FMI et la Banque mondiale, l'Égypte a accéléré à partir de 1991 son ouverture à la libéralisation économique. Le gouvernement d'Ahmad Nazif (2004-janvier 2011), avec son cabinet d'hommes d'affaires sous la férule de Gamal Moubarak (fils du dictateur), a encore intensifié cette politique que l'on retrouve appliquée, sensiblement aux mêmes dates, au Maghreb, au Moyen-Orient et dans de nombreux pays du dit «Tiers-Monde».

L'État s'est désengagé via une masse de privatisations, l'ouverture commerciale, la baisse des tarifs douaniers, l'intégration mondiale des banques, l'encouragement des investissements étrangers. La garantie, qui avait été donnée par Nasser, d'un emploi dans la fonction publique pour chaque diplômé, a été abandonnée.

Les proximités entre la sphère économique et les cadres politiques n'ont jamais été aussi marquées. Les hommes d'affaires proches du régime ont bénéficié d'accès privilégiés aux privatisations. La corruption et l'accaparement de biens publics ont été réalisés à grande échelle. Incarnés par le magnat de l'acier Ahmad Ezz1, ils ont été ensuite la cible principale de la révolution. Les privatisations n'ont pas touché les entreprises militaires, mais les officiers supérieurs ont obtenu des postes dans les entreprises publiques nouvellement privatisées.

On peut rappeler les termes très explicites du soutien que, plus tard, Obama avait apporté à Morsi : *«L'appui de l'Amérique sera basé sur la garantie de la stabilité financière (...) l'intégration dans des marchés en concurrence les uns avec les autres et avec l'économie mondiale.»* Il faudra donc : *«1° Ouvrir des secteurs protégés (...) qui ont des barrières contre les investisseurs étrangers (...) 2° Réduire les taxes à l'importation et les barrières non tarifaires. 3° Lever la protection des entreprises étatiques en les exposant à la concurrence.»*

UNE PROLÉTARIANISATION DES CAMPAGNES

Dans l'agriculture, la loi n° 96 de 1992 a mis fin à la sécurité de location de la terre, supprimé les subventions aux engrais, pesticides et à la plupart des produits de consommation, éliminé la fixation étatique des prix agricoles : les prix obéissaient désormais au marché mondial.

DR.

Depuis 1952, la terre était garantie au locataire. Avec la loi 96, le loyer se multipliait par trois entre 1992 et 1997, puis doublait encore avant 2008. Le marché fixe le tarif de la location : le locataire doit payer sa location à l'avance avant de cultiver, le propriétaire peut mettre fin au contrat à tout moment.

Plus de un million de paysans ont ainsi perdu leur terre et leur maison qui y est construite. Dans le seul Delta du Nil, 440 000 petits paysans sont devenus ou-

En trame de fond et dans une large mesure à l'origine des changements révolutionnaire, on trouve des bouleversements économiques et sociaux, comme sur le plan des comportements et des mentalités.

d'autres révolutions

PAR JACQUES CHASTAING

vriers agricoles. De grandes exploitations exportatrices ont fait leur apparition et le niveau de la pauvreté a doublé. L'Égypte est passée d'une politique d'autosuffisance alimentaire à une production destinée au marché mondial. Elle importe maintenant plus de 50 % de son blé et a été en 2007 un des pays le plus affecté par la crise alimentaire mondiale.

Avec l'exode rural qui s'ensuit, à la campagne restent surtout les vieux, les femmes et les enfants ; le travail agricole se féminise.

L'Égypte est transformée : de nouvelles industries produisent des biens de consommation ; le consumérisme se développe avec hypermarchés et galeries marchandes ; le secteur touristique révolutionne les rivages ; la manne ouverte par l'Etat à l'immobilier privé conduit à un incroyable étalement ur-

bain, où se côtoient bidonvilles et compounds de luxe ; on compte 30 millions d'internautes.

Mais cette croissance, de 5 % par an en moyenne, a créé peu d'emplois. Le chômage touche massivement les jeunes : 90 % des chômeurs ont entre 15 et 29 ans. Le travail informel flambe, constituant plus de 75 % des nouveaux entrants sur le marché du travail (10 à 17 millions de personnes). Une conséquence est le recul de l'âge au mariage, institution centrale de la société égyptienne qui implique l'achat d'un logement par le mari. La recherche des moyens d'acheter un appartement a provoqué un bond de l'immigration masculine : 22 millions d'arabes ont émigré ces dernières années.

En même temps que la richesse d'une minorité s'étale ostensiblement, la pauvreté explose et atteint les classes moyennes : 40 % d'Égyptiens vivent avec 1 dollar par jour. Les transferts assurés par leur famille à l'étranger et la pluriactivité sont la condition de la survie : travail salarié agricole temporaire ou sur des chantiers, souvent en ville.

EXPLOSION DES VILLES : LIEU DE LA RÉVOLUTION ARABE

Le fait urbain provoqué par l'exode rural et la pluriactivité prend une ampleur sans précédent. En 1950, sur les 100 millions d'habitants du monde arabe, 26 % vivaient en ville. Aujourd'hui ils sont plus de 66 % pour 350 millions d'habitants. Avec 95 % de la population qui n'occupe que 5 % du territoire, l'Égypte présente une densité extrême. De gigantesques bidonvilles se sont constitués. La distinction entre urbain et rural s'est estompée, certains « villages » dépassent les 50 000 habitants. L'urbanisation développe la mobilité. Des transports en commun irriguent les villages plus reculés et un dense réseau de déplacements pendulaires remplace les flux des ruraux vers les villes. Cela entraîne une diversification de l'activité, la diffusion de nouveaux modes de vie et d'information : les idées neuves

gagnent et bouleversent le pays profond.

Le retrait de l'Etat, la bureaucratisation à outrance et la corruption à tous les niveaux conduisent les Égyptiens à contourner le système. L'explosion de l'habitat illégal comme la prolifération du système informel dominant tous les domaines de la vie. De là naît un esprit d'autonomie, avec pour conséquence la rapidité avec laquelle se mettent en place dans la révolution de multiples formes d'auto-organisation.

L'exode rural et l'immigration révolutionnent la vie des femmes dans cette société patriarcale. Elles travaillent, l'âge du mariage est repoussé, divorces et avortements explosent, la polygamie disparaît, la fécondité tombe de six enfants par femme en 1960 à trois en 2010. En 2006, 71 % de la population sait lire et écrire. En 2008, 56 % des étudiants diplômés de l'université sont des femmes. Les filles sont plus éduquées que leurs pères... et demain que leurs maris !

C'est la fin annoncée du système patriarcal, fondé sur la soumission des cadets à l'aîné et des femmes aux hommes. Il ne peut plus se maintenir dans des familles de deux ou trois enfants, surtout s'il n'y a que des filles. Les filles étant autant éduquées que les garçons, cela amoindrit l'autorité masculine. Cette révolution familiale remet en cause les fondements de l'ordre social et religieux.

Dans ce processus, le monde extérieur international devient partie intégrante, un horizon, du monde intérieur de chacun. La Turquie, le Brésil, les mouvements sociaux en Europe sont suivis avec attention. On lit comme jamais, Marx par exemple. On veut comprendre. Les nouvelles générations sont en attente d'un autre monde et sont descendues dans la rue pour l'y chercher. C'est dire les responsabilités du mouvement révolutionnaire socialiste international. □

1 Proche de Gamal Moubarak, condamné en octobre 2012 pour blanchiment d'argent.

La crise, l'islamisme politique et la condition des femmes

On le sait peu, mais ce sont Sadate puis Moubarak qui, en rupture avec l'héritage de Nasser, ont introduit en même temps que la libéralisation économique la charia et l'islamisation de la société. La révolution est aussi la conséquence et la cause d'un mouvement profond d'émancipation des femmes égyptiennes.

Lorsque le libéralisme sauvage privatisait et détruisait les protections sociales d'État, en même temps que le ciment nationaliste nassérien se désagrégeait, Sadate puis Moubarak ont cherché à mettre en place un système de charité privée, à donner au pays un nouveau liant idéologique et, avec lui, la possibilité d'introduire dans le psychisme de chacun leurs propres règles policières.

DICTATURE ET ISLAMISATION

La tradition musulmane égyptienne étant tolérante, les dictateurs trouvèrent dans le rigorisme des Frères musulmans et leur police des mœurs librement consentie le modèle qui, avec le contrôle des femmes, transforme chaque homme en un policier intime et familial. Sadate et Moubarak partagèrent le pouvoir avec les Frères en leur concédant une partie de l'éducation, de la santé et de la protection sociale, ainsi que la direction des associations professionnelles de médecins, enseignants, etc., ...tout en combattant leurs ambitions politiques.

Dans la deuxième moitié des années 1970, la dictature militaire offrit aux familles des aides financières pour chaque fille qu'elles voileraient. En 1980, elle fit de la charia le deuxième article de la Constitution. Depuis 1985, il faut l'approbation des religieux à chaque réforme du droit de la famille. En 2006, l'indication de la religion sur les cartes d'identité, musulman, chrétien ou juif, fut rendue obligatoire. On ne peut donc pas être athée ou bouddhiste. On ne peut pas renoncer à la religion musulmane sous peine de «trouble à l'ordre public».

Les affaires de la famille dépendent exclusivement de la charia et des codes des différentes communautés religieuses.

Des tribunaux spéciaux veillent à leur application. Un époux peut interdire à sa femme de quitter l'Égypte par une déclaration élémentaire. Il peut répudier sa femme simplement en le lui disant. La polygamie est autorisée. Seuls les enfants musulmans peuvent hériter en cas de familles comportant enfants chrétiens et musulmans. En justice, la parole d'un musulman vaut celle de deux chrétiens.

TRAVAIL, EXPLOITATION ET ÉMANCIPATION

En même temps que les associations professionnelles corporatistes islamistes et les mosquées devenaient les seuls lieux où l'on pouvait parler politique (avec les stades de football), cette islamisation forcée se heurtait aux forces contradictoires de l'urbanisation, de l'immigration et de la révolution matrimoniale. Ce qui explique le double mouvement, d'abord de vote en faveur des Frères musulmans puis de leur rejet jusqu'au plus arriéré des villages.

Avec l'exode rural et l'immigration, les femmes travaillent, les ouvrières sont plus nombreuses. A l'entrée des villages, les ouvrières agricoles se regroupent en attendant l'arrivée du camion collectif qui les conduit jusqu'aux exploitations. Un minibus d'une capacité de 12 personnes transporte 25 ouvrières. Celles-ci sont jeunes, 19 ans en moyenne, commençant souvent à travailler à 10 ans, pour la plupart célibataires. La journée est de 10 heures, pour un travail pénible et dangereux. L'entrepreneur contrôle la fille depuis sa sortie du village jusqu'à son retour au foyer. En cas de faute jugée grave (parler au moment du travail, se plaindre d'une fatigue...), il peut la priver de sa pause pour manger, voire pire.

Mais les femmes exercent peu à peu des tâches réservées aux hommes. Le

salaire féminin augmente, l'écart entre salaires masculins et féminins diminue. La situation des femmes s'améliore au sein du ménage. Le travail permet de diminuer ses charges domestiques, de préparer son trousseau de mariage, de choisir son mari, de se lier à d'autres et de franchir le cadre villageois. L'épargne permet aux filles de continuer leurs études, réduire leur analphabétisme et l'oppression sexuelle. 96 % des femmes à la campagne étaient excisées et les islamistes proposaient aux dernières élections des excisions collectives gratuites. Le salaire donne plus d'autonomie et d'estime de soi, d'initiative et de contrôle de sa propre vie, il permet de contourner les structures traditionnelles, de participer à des actions politiques et collectives.

Depuis le début de la révolution, les femmes sont très présentes. Des syndicats d'ouvrières agricoles et de femmes domestiques sont apparus. Le 30 juin, qui a étendu la révolution à la campagne, la moitié des manifestants étaient des femmes avec également une forte participation d'enfants travailleurs.

La politique économique du gouvernement de Morsi a été à l'origine de son rejet populaire. Mais c'est la violence des Frères musulmans sur la société qui a provoqué l'indifférence populaire face à leur massacre par l'armée. C'était clair le 30 juin où beaucoup de femmes en niqab manifestaient contre le pouvoir des Frères musulmans.

On ne mesure pas encore l'impact sur la région de leur chute, eux qui à partir de l'Égypte avaient inventé l'islam politique et essaimé partout. Ni peut-être l'incidence de la progression de l'athéisme, exponentielle selon différentes sources. □ **J.CH.**

Communauté et singularité de situation au Maroc

PAR CHAWQUI LOFTI

Il y a bien eu au Maroc un mouvement de contestation populaire exigeant la dignité, la fin du despotisme et la justice sociale, mais qui n'a pu imposer des réformes ou un changement majeur. Pourquoi ?

Il convient d'éviter les explications mécaniques en termes de flux et de reflux ou en termes de simple gestion tactique («plus efficace») des contestations par le pouvoir. Certes celui-ci, en évitant une répression frontale, en opérant certaines concessions formelles vis-à-vis du mouvement syndical et en prenant l'initiative d'une réforme constitutionnelle et de nouvelles élections, a pu restreindre la charge explosive du M20F (le Mouvement du 20 Février).

Ce dernier, à son tour, investi par des forces organisées hétérogènes qui ne prônaient pas une rupture radicale et un affrontement global ou étaient en incapacité de le faire, n'a pu déployer une stratégie de lutte à même de transformer les rapports de forces et de cristalliser une crise politique ouverte. Mais au-delà de ces constats, la question est de savoir pourquoi il n'y a pas eu de mouvement populaire qui déborde les organisations et d'où viennent les capacités d'ajustement du pouvoir ou, dit autrement, quels sont les «ressources de domination» qui ont permis d'absorber la plus importante contestation depuis l'indépendance. Cet élément est important et permet de prendre une distance par rapport à l'analyse qui considère la région comme un tout homogène ou une simple chaîne de dominos.

D'une manière schématique, le pouvoir présente plusieurs particularités. Il a une épaisseur historique : le «makhzen» est une forme de domination politique qui a accumulé un «savoir-faire» dans les gestions des dissidences depuis le XIX^e siècle et qui a été préservé et renforcé par la colonisation. Il s'est appuyé sur une combinaison de violence et d'allégeances, imposant à la fois la crainte et la soumission. L'ensemble de la politique économique, au-delà de ses variations depuis l'indépendance, est resté structurée par les besoins de légitimation sociale et politique du pouvoir, y compris dans le processus d'intégration poussée à la mon-dialisation capitaliste.

Loin d'être un simple appui à la consolidation du capitalisme privé local et international et d'une prédation patrimoniale, le pouvoir a su construire un clientélisme d'Etat tentaculaire, qui traverse l'ensemble des couches sociales, mais aussi mettre en œuvre une double légitimité. Celle qui plonge ses racines dans l'univers précapitaliste, mettant en avant une sacralité religieuse et symbolique du pouvoir, mais aussi celle qui use des registres de la «modernité» derrière la consécration d'un multipartisme

modernes pour faire «tampon», y compris l'ambassade de France !

Nous avons affaire à un Etat dont les fortes-ressources ou les cuirasses sont multiples et à la réalité d'un pouvoir qui est à la fois au-dessus et dans la société. Sans doute les transformations sociales et l'impact combiné d'un système de prédation et des effets structurels de la crise économique, tout comme les changements en cours dans la région, sont-ils en train de bouleverser les équilibres sur lequel le pouvoir s'est construit, sur la longue

contrôlé et d'une façade démocratique. Cette dernière, loin d'être un simple décor pour la dictature, est un moyen de cooptation et de renouvellement permanent des élites politiques, culturelles, civiles qui servent de médiation vis-à-vis du corps social. Ainsi contrairement à la Tunisie ou l'Égypte, où les pouvoirs avaient fait le vide autour d'eux, au Maroc, le pouvoir gouverne à la fois par ses propres moyens mais aussi à travers les partis, les syndicats, les associations. Et dans le contexte de la contestation, il a su s'appuyer à la fois sur des relais traditionnels (par exemple des confréries religieuses soufies puissantes) et sur des relais

durée. Mais ces transformations n'aboutissent pas encore à l'affirmation d'une nouvelle capacité de contestation hégémonique et à porter les nouvelles dynamiques de luttes à un seuil qualitatif. Même si l'on ne peut exclure des accélérations, nous sommes confrontés à un processus lent de délégitimation du pouvoir et à une érosion de ses capacités de contrôle, plutôt qu'à un scénario d'effondrement brutal et rapide. □

SYRIE : CHANGEMENTS IMPACTS

Le soulèvement populaire en Syrie prend sa source dans les changements socio-économiques survenus depuis l'arrivée de Hafez al Assad au pouvoir en 1970. Il s'inscrit dans le processus régional et mondial d'avancées des politiques néolibérales depuis les années 1970.

Loué et accueilli avec une grande joie par la haute bourgeoisie des villes d'Alep et de Damas, Hafez Al Assad va construire un réseau de loyautés, notamment économiques, avec des personnes des différentes communautés religieuses, ethniques et tribales, mettant un terme aux politiques radicales des années 1960, qui avaient mis en cause le patrimoine et le pouvoir politique de la grande bourgeoisie. Assad a apaisé les secteurs les plus puissants du monde des affaires – grands commerçants et gros industriels, concentrés principalement dans les villes de Damas et d'Alep, ainsi que les très grands propriétaires terriens – dont l'influence n'a cessé de croître auprès des autorités, mais s'est aussi associé progressivement de nouveaux acteurs bourgeois promus à un essor rapide au sein même de l'appareil d'Etat.

Durant trente ans, le régime de Hafez al Assad a poursuivi une lente libéralisation économique mêlée de corruption, au prix d'importants reculs économiques comblés uniquement par l'aide – une fraction de la rente pétrolière – des monarchies du Golfe. En 1986, la crise de la monnaie nationale a signé la consolidation accélérée des réseaux économiques construits par le régime. Dès 1991, ils dominaient de larges domaines économiques.

Cette « nouvelle classe », organiquement liée à l'Etat, avait alors besoin d'investir sa richesse dans les différents secteurs de l'économie. Le décret n° 10 (1991) a constitué le moyen de « blanchir » ses revenus accumulés. Cette loi visait la promotion et l'encouragement de l'investissement privé national et étranger dans

*Au Caire, manifestation du 9 sep
Drapeaux syriens et portraits de Na
fait – brièvement – qu'un seul pays*

des secteurs d'activité qui relevaient jusque là d'un monopole public, comme l'industrie pharmaceutique, l'agriculture, l'agro-alimentaire, l'hôtellerie et les transports. Elle a facilité l'investissement dans le secteur privé et ouvert des possibilités d'import-export grâce à la baisse des taxes et à d'autres encouragements fiscaux, enrichissant là encore ses membres les mieux placés et approfondissant le système de corruption généralisée, le « capitalisme des copains ».

Les années 1990 ont vu ainsi l'émergence de cette « nouvelle classe » – de nouveaux riches ou d'une bourgeoisie hybridée – issue d'une

fusion de la bureaucratie d'Etat et des survivants de l'ancienne bourgeoisie « privée ». De nouveaux monopoles aux mains de la famille des al Assad sont apparus, à l'instar du cousin germain du nouveau dictateur, Rami Makhlouf, qui à la veille du soulèvement de 2011 contrôlait près de 60 % de l'économie du pays.

La qualité des biens et services a diminué, particulièrement dans la santé et l'éducation où les institutions privées se sont multipliées, tandis que le secteur financier s'est développé avec l'essor, dès 2004, des premières banques privées, dominées par des capitaux syriens

SOCIO-ÉCONOMIQUES, ET CONSÉQUENCES

PAR JOSEPH DAHER

Septembre à l'appel des nassériens contre les frappes occidentales en Syrie, les manifestants rappellent la République Arabe Unie, quand la Syrie et l'Égypte n'avaient pas encore été envahies par l'OTAN. DR.

et des pétromonarchies du Golfe, de compagnies d'assurances, de la Bourse de Damas et de bureaux de change.

NÉOLIBÉRALISME ET BAISSÉ DU NIVEAU DE VIE

Les politiques néolibérales mises en place ces dix dernières années ont provoqué l'effondrement du secteur public et conduit à la domination du secteur privé, qui concerne désormais près de 70 % des activités économiques. Cela a contraint les populations à se tourner vers le secteur rural (62 %) que dans les zones urbaines privé, plus cher, pour pouvoir bénéficier

des services de base. Les investissements directs étrangers sont passés de 120 millions de dollars en 2002 à 3,5 milliards en 2010, notamment dans les domaines des exportations, des services et en particulier du tourisme. Par ailleurs, le régime syrien s'est attelé à réformer son système de subventions, pénalisant encore davantage les classes populaires et les plus pauvres, tandis que les privatisations se multipliaient. La croissance réelle du PIB s'est ralentie et le revenu réel par habitant a diminué depuis le début des années 1990. A la veille du soulèvement de mars 2011, le taux de chômage s'élevait à 14,9 % selon les chiffres officiels – 20 à 25 % selon d'autres sources ; il atteignait respectivement 33,7 % et 39,3 % chez les 20-24 ans et les 15-19 ans. En 2007, le pourcentage des Syriens vivant en dessous du seuil de pauvreté était de 33 %, ce qui représentait environ sept millions de personnes, tandis que 30 % d'entre eux arrivaient juste au-dessus de ce niveau. Le nombre de pauvres est plus élevé en milieu rural (38 %). La pauvreté est plus répandue, plus

ancrée et plus marquée (58,1 %) dans le nord-ouest et le nord-est (provinces d'Idlib, Alep, Raqqa, Deir Ezzor et Hassakeh) où vivent 45 % de la population.

La croissance économique de la Syrie, qui était en moyenne de 5 % durant les années précédant le début du soulèvement, n'a pas bénéficié aux classes populaires ; en effet, les inégalités en termes de richesse n'ont cessé d'augmenter. Entre 1997 et 2004, le coefficient de Gini (qui mesure l'inégalité des revenus) est passé de 0,33 à 0,37. En 2003-2004, les 20 % les plus pauvres comptaient pour 7 % seulement de l'ensemble des dépenses, tandis que les 20 % les plus riches étaient responsables de 45 % de celles-ci. Une tendance qui n'a cessé de croître jusqu'à l'éclatement de la révolution.

Dans l'agriculture, la privatisation des terres s'est faite aux dépens de plusieurs centaines de milliers de paysans du nord-est, dès 2008, au prétexte de la sécheresse. L'accroissement et l'intensification de l'exploitation des terres par de grandes entreprises de l'agrobusiness – incluant des fonds précédemment conservés pour le pâturage, voire le forage illégal de puits –, ainsi que la mise en place de conduites d'eau sélectives répondant aux exigences des nouveaux grands propriétaires, facilitent la corruption de l'administration locale qui accompagne la crise agricole. En 2008, 28 % des agriculteurs exploitaient 75 % des terres irriguées, tandis que 49 % d'entre eux ne disposaient que de 10 % d'entre elles, ce qui témoigne du progrès des inégalités au sein de l'agriculture.

L'absence de démocratie et l'appauvrissement croissant de grands pans de la société syrienne, dans un climat de corruption et d'inégalités sociales croissantes, ont préparé le terrain à l'insurrection populaire, qui n'attendait plus qu'une étincelle. □

L'absence de démocratie et l'appauvrissement croissant de grands pans de la société syrienne, dans un climat de corruption et d'inégalités sociales croissantes, ont préparé le terrain à l'insurrection populaire, qui n'attendait plus qu'une étincelle. □

L'absence de démocratie et l'appauvrissement croissant de grands pans de la société syrienne, dans un climat de corruption et d'inégalités sociales croissantes, ont préparé le terrain à l'insurrection populaire, qui n'attendait plus qu'une étincelle. □

L'absence de démocratie et l'appauvrissement croissant de grands pans de la société syrienne, dans un climat de corruption et d'inégalités sociales croissantes, ont préparé le terrain à l'insurrection populaire, qui n'attendait plus qu'une étincelle. □

TUNISIE : 40 ANS DE PILLAGE ET D'EXPLOITATION

PAR Wafa Guiga

En Tunisie aussi, la révolte populaire a été préparée et nourrie par la dégradation des conditions d'existence résultant des privatisations et plans d'ajustement structurels du FMI, appliqués avec zèle par une bourgeoisie et des dirigeants politiques qui en tiraient profit.

Fin décembre 1983, le gouvernement tunisien annonçait la suppression des subventions publiques sur les produits de première nécessité. Cela s'est traduit par exemple par une augmentation de 100 % du prix du pain du jour au lendemain. Le 3 janvier 1984 eut lieu la première «émeute du pain». La violence de la répression policière fit 143 morts et près de mille personnes furent arrêtées. Craignant une prolongation et une généralisation de la mobilisation, Bourguiba annonça alors le soir même l'annulation de la décision et le rétablissement des subventions. Cette hausse des prix devait s'inscrire dans le cadre du plan d'ajustement structurel (PAS) qui imposait un «redressement» des finances publiques en contrepartie des prêts accordés par le FMI. Le PAS fut cependant maintenu malgré les promesses et, depuis, les subventions sur les matières premières n'ont cessé de fondre.

Cet épisode s'inscrit dans la longue histoire de soumission des pays dominés aux diktats des organismes financiers mondiaux, depuis le début des années 1970. Mais ces politiques sont aussi évidemment le résultat du choix des classes possédantes de ces pays mêmes, de préserver et augmenter leurs revenus et privilèges.

TRIPLE PEINE

Ainsi, la population tunisienne s'est retrouvée condamnée à une triple peine : d'abord, un endettement de plus en plus écrasant dû à des prêts présentés par les organismes européens et mondiaux comme autant d'actes de générosité ; ensuite, une destruction des emplois, des services publics et une inflation étouffante pour pouvoir bénéficier de ces prêts ; enfin, des régimes dictatoriaux soutenus et protégés par les grandes puissances impérialistes, en tant que garants de l'application de ces politiques économiques criminelles.

En Egypte par exemple, longtemps considérée comme un bon élève du FMI au même titre que la Tunisie, c'est la même spirale d'ouverture du pays au marché mondial, de prêts du FMI et de mesures de rigueur comme conditions à ces prêts, qui ont conduit à la baisse

des subventions gouvernementales pour certains produits de première nécessité, à la crise alimentaire et aux émeutes du pain en 1977. Pendant quarante ans, la dette extérieure tunisienne a connu une augmentation exponentielle, au point d'atteindre aujourd'hui 31 milliards de dinars. Les privatisations ont elles aussi explosé : cinq entreprises ont été privatisées en 1986, dix-huit en 1995, soixante-dix en 2000. En 2008, le bilan officiel de 22 ans de marche forcée était de 217 entreprises privatisées.

Les destructions d'emplois accompagnant ces privatisations étaient considérées comme des dommages collatéraux, rarement dénoncés par la direction (de l'époque) de l'UGTT. Cette dernière était même demandeuse de participer, par exemple, à la mise en œuvre de la privatisation des cimenteries de Jebel Oust et d'Ennfidha. Cette politique de destruction massive d'emplois aboutit aujourd'hui à un taux de chômage officiel de 16 %. Mais la réalité est plus grave encore, quand on sait que seulement 50 % des femmes en âge de travailler sont comptabilisées dans la population active et que les *Bouazizi* (vendeurs à la sauvette, travailleurs au noir et tous ceux qui grossissent les rangs de l'économie informelle) ne sont pas comptabilisés dans les chiffres du chômage. Or l'économie informelle représente aujourd'hui 38 % du PIB et 53,5 % de la main-d'œuvre, autant de travailleurs ne bénéficiant d'aucun droit ni d'aucune protection sociale. Parmi les chômeurs, le nombre de diplômés a explosé ces dix dernières années. En fait, depuis l'an 2000, les portes des universités ont été ouvertes à un nombre croissant de jeunes et les diplômés du supérieur ont plus que doublé (de 25 000 à 55 000 par an). Les diplômés chômeurs représentent aujourd'hui près du tiers des demandeurs d'emploi. Pour une filière universitaire comme le droit, le taux de chômage des diplômés atteint 70 %. C'est dans ce contexte que l'Union des diplômés chômeurs a été créée en 2006 et qu'elle a joué un rôle important dans les mobilisations contre le régime de Ben Ali.

Et c'est aussi dans cette situation, aggravée par la spéculation mondiale sur les matières

premières telles que le riz et le blé entre 2006 et 2008, que la crise est devenue de plus en plus insoutenable pour la population tunisienne. La privatisation de la Compagnie des phosphates de Gafsa et la division du nombre de ses salariés par trois, le népotisme apparent dans les derniers recrutements, ont fini en 2008 par mettre le feu aux poudres dans ce bassin minier ravagé par des choix économiques criminels.

Le soulèvement de janvier 2011 est ainsi venu s'inscrire dans la continuité de l'histoire des luttes des travailleurs et de la population tunisienne contre une politique économique qui leur a toujours été hostile, imposée par un régime dictatorial au service des puissances impérialistes.

LES MÊMES POLITIQUES CONTINENT

Pourtant, suite au départ de Ben Ali puis de son premier ministre Ghannouchi, Béji Caïd Essebsi – premier ministre par intérim jusqu'aux élections d'octobre 2011 – s'est empressé de ne rien changer : la dette a été régulièrement payée et un nouveau prêt de 250 millions de dollars a même été contracté auprès de la BIRD, tandis que la répression des manifestants et des grévistes s'est poursuivie. Puis le gouvernement islamiste actuel a déclaré que cette dette était «*gérable*». Ce gouvernement a mené une longue négociation avec le FMI qui a abouti à un nouvel emprunt d'un montant de 1,7 milliard de dollars... évidemment conditionné à de nouveaux ajustements structurels : audit des banques publiques en vue de leur privatisation, réduction des subventions énergétiques, diminution du taux de l'impôt sur les sociétés, adoption du nouveau code de l'investissement.

Le poids de l'impérialisme et la compromission des différents gouvernements, de Bourguiba à Ghannouchi en passant par Ben Ali et Caïd Essebsi, sont évidents. Les raisons de la colère des travailleurs et des chômeurs de Tunisie sont entretenues et amplifiées depuis quarante ans. Elles rejoignent celles de la classe ouvrière de différents pays voisins, de l'Égypte au Portugal en passant par la Grèce, le Maroc et l'Espagne. □

A NOUVELLES LUTTES, NOUVELLES MÉTHODES

PAR LUIZA TOSCANE

Dans la foulée des processus exigeant la chute des régimes, émergent les revendications des groupes opprimés de la région et aussi des luttes écologiques, qui questionnent y compris par leur forme les mouvements révolutionnaires et les organisations traditionnelles.

FEMMES, HOMOSEXUELS

En 2011 et 2012, des femmes d'Arabie Saoudite manifestent pour le droit à conduire, puis les étudiantes organisent des sit-in à l'Université d'Abha et à celle d'Al Ross. Les Égyptiennes manifestent en solidarité avec Samira Ibrahim qui avait dénoncé les tests de virginité, s'organisent et protestent à plusieurs reprises contre le harcèlement sexuel. Les Tunisiennes investissent la rue massivement les 13 août 2012 et 2013. Les Yéménites et les Libyennes créent des mouvements de femmes. Les homosexuels ont dorénavant leurs revues : *Gay* en Tunisie, *Mithly* au Maroc et *Mawaleh* en Syrie.

AMAZIGHS, IMMIGRÉS, PARIAS, MINORITÉS RELIGIEUSES

Les Amazighs de Tunisie organisent une manifestation à Tunis pour que soient prises en compte leurs revendications dans la prochaine constitution et ceux de Libye revendiquent fortement leur participation au gouvernement libyen. A Oman, les travailleurs étrangers (80 % du secteur privé) organisent marches et grèves incessantes pour des impayés de salaires et des augmentations. Les sans papiers indonésiens d'Arabie Saoudite manifestent devant leur consulat à Djedda.

Les parias que sont les « Akhdam » du Yémen, qui vivent dans les bidonvilles à la périphérie des villes, font une grève nationale du nettoyage de plusieurs mois en 2012 pour exiger des contrats de travail et rejoignent les révolutionnaires

pour gagner une reconnaissance sociale. Les apatrides du Koweït dits « Bidun » manifestent les vendredis pour exiger leur citoyenneté. Les Noirs de Tunisie et les sans papiers au Maroc s'organisent contre le racisme. Les Toubous de Libye font cause commune avec les Amazighs pour que leurs droits soient respectés dans la constitution. Les sunnites d'Irak organisent des rassemblements pacifiques les vendredis pendant cinq mois en 2013 pour leurs droits.

LIBERTÉ DE CONSCIENCE

Au Maroc et en Algérie, les « dé-jeûneurs » revendiquent dans les lieux publics de ne pas respecter le ramadan. En Tunisie ils « dé-jeûnent » à visage découvert sur Internet.

DEMANDEURS D'ASILE

Les demandeurs d'asile de Choucha (Tunisie) manifestent à plusieurs reprises pour obtenir le statut de réfugié puis pour pouvoir vivre où bon leur semble. Les réfugiés syriens de Jordanie se révoltent, plusieurs fois également, dans le camp de Zaatari. Les réfugiés soudanais en Égypte protestent contre l'absence de protection.

LES LUTTES ÉCOLOGIQUES

Elles sont initiées dès mai 2010 par 15 000 écoliers du Koweït qui restent à la maison pour dénoncer l'inaction du gouvernement contre la pollution industrielle. A Guellala en Tunisie, les digues cèdent sous les eaux usées et les égouts se répandent, les populations manifestent bruyamment contre un désastre écologique annoncé. En Égypte, les comités populaires d'Alexandrie lancent une campagne de propreté en envoyant les sacs de poubelles non ramassés devant la municipalité. A Assouan, les habitants tentent de s'organiser contre la pollution du canal de Kima qui déverse dans le Nil des eaux polluées, entraînant maladies et décès. A Damiette, les habitants s'affrontent aux chars de l'armée pendant deux semaines après avoir

bloqué la ville pour protester contre la pollution par une usine chimique.

Les populations de Ghadhfan, à Oman, manifestent en 2012 et 2013 contre la pollution occasionnée par la zone industrielle et l'émission de gaz toxiques ayant entraîné maladies et décès. En 2012, des manifestations sont organisées par un collectif d'associations et de partis politiques en Tunisie contre l'autorisation donnée à Shell d'exploiter le gaz de schiste dans la région de Kairouan.

Ces luttes cumulent parfois plusieurs aspects : des populations entières au chômage, vivant à proximité de concentrations industrielles, se révoltent contre un système dont elles ne subissent que la pollution et ne retirent aucun avantage. A l'instar des luttes de Gafsa en Tunisie et de Ghadhfan à Oman, menées pour l'emploi et contre la pollution, la révolte d'Imider au Maroc mobilise pendant des mois, en 2013, des populations qui combinent trois types de revendications : pour l'eau (nappe phréatique polluée par la surproduction minière), pour l'emploi et en tant que qu'Amazighs.

NOUVELLES FORMES DE LUTTES

De nouvelles attitudes, très minoritaires certes, se font jour : des femmes conduisent en Arabie saoudite, investissent les cimetières lors de l'enterrement de Choukri Belaïd en Tunisie ou pour enterrer les morts à Salamiyé (Syrie), enlèvent le haut (Tunisie) et le bas (Égypte). Les athées mangent en plein ramadan au Maroc, en Algérie ou en Tunisie. Le corollaire de ces comportements est l'émergence de mouvements anti-autoritaires (Maroc, Tunisie, Égypte, Syrie) qui n'ont pas l'intention d'attendre qu'on leur octroie des droits pour les exercer. □

HYPOTHÈSES SUR

L'Égypte vient à nouveau de connaître des conflits d'une rare ampleur. Un temps, la situation est restée très volatile, puis nous avons atteint un « palier » (provisoire) avec l'instauration du régime militaire. Même pour les non « spécialistes » de la région, il s'avère ainsi possible de réfléchir aux enseignements de la récente séquence de luttes¹.

Il ne s'agit pas ici de se prononcer sur les choix tactiques des révolutionnaires égyptiens face à une situation très complexe, faute d'une appréhension concrète des rapports de forces, mais de soumettre au débat les hypothèses suivantes :

1. Très profondes, les mobilisations sociales de 2011 conduisant au renversement de Moubarak exprimaient des exigences démocratiques et sociales à caractère révolutionnaire, sans pourtant que le niveau d'organisation du mouvement ouvrier et populaire indépendant ou de la gauche radicale permette l'émergence d'un double pouvoir politico-social. C'est le point de départ.

Nous restons ici dans un schéma qui caractérise la période au-delà du cas égyptien : les mobilisations populaires peuvent ouvrir des crises de régime, renverser des gouvernements, mais ce sont divers secteurs des élites qui en tirent d'abord profit. En règle générale, l'appareil d'État n'est pas fracturé et la domination de classe n'est pas directement menacée².

En Égypte cependant, vu la profondeur des radicalisations dans le pays et la région, ni les classes dominantes ni l'impérialisme n'ont pu stabiliser la transition post-Moubarak. L'armée puis les Frères musulmans ont échoué à le faire. Le renversement de la dictature a ouvert une situation de crise durable.

2. La profondeur de la radicalisation sociale « d'en bas » n'explique pas seule l'avortement d'une « transition ordonnée ». Il tient aussi à l'acuité des contradictions au sein des élites. Le renversement de la dictature et la victoire électorale des Frères musulmans ont posé la question : quels secteurs des classes dominantes allaient-ils s'approprier les bénéfices du pouvoir ?

La notion de « bonapartisme » correspond à la capacité de l'armée de se présenter comme garante de l'unité du pays en temps de crise. Mais elle peut occulter le fait que le corps des officiers supérieurs et l'institution militaire représentent un secteur de la bourgeoisie égyptienne, possédant entreprises et terres. L'armée est directement partie prenante des luttes de pouvoir au sein de la bourgeoisie.

Les Frères musulmans et l'armée veulent tous deux mettre au pas le mouvement social³ ; mais ils cherchent aussi à assurer leurs propres positions au sein de l'ordre dominant et se retrouvent en conflit direct sur ce terrain.

3. Vu son discrédit en 2011-2012, l'armée a dû temporiser avec la Confrérie. Cependant les FM ont rapidement dilapidé leur influence, leurs orientations politiques (voir ci-dessous) provoquant l'immense rebond de manifestations démocratiques et sociales de 2013. Ces dernières, d'une ampleur exceptionnelle, ont à nouveau modifié la situation politique ; mais, comme en 2011, ce sont des secteurs de l'élite qui étaient en mesure de se saisir de l'occasion. L'armée a établi son régime dictatorial et règle, à coup de massacres, ses comptes avec la Confrérie.

La situation pourrait pourrir au point de déboucher sur une guerre civile – de plus ou moins haute intensité – entre secteurs de la bourgeoisie (chacun avec sa propre base de masse...), dont la population serait otage. Un désastre.

4. Toute l'attention se porte sur l'affrontement militaires/Frères musulmans. Cependant, bien que marginalisé dans la situation présente, le mouvement populaire n'a pas été brisé. Vu l'ampleur de l'impulsion démocratique et sociale de 2011, réaffirmée dans la rue en juin 2013, la partie est loin d'être conclue. Mais le combat progressiste se poursuit dans des conditions à nouveau très difficiles.

L'un des problèmes clés est que les secteurs progressistes qui défendent une position d'indépendance de classe (ou indépendance populaire dans un sens plus large) sont très minoritaires : les Socialistes révolutionnaires, une aile du syndicalisme militant (Fatma Ramadan), le Mouvement révolutionnaire des jeunes du 6 Avril... Cela tient notamment aux traditions dominantes dans la gauche ou les appareils syndicaux, qui les conduisent à basculer d'une alliance avec des secteurs bourgeois à une autre en fonction de la conjoncture. Les vagues de mobilisations sociales ne surmonteront pas par elle-même cette difficulté : l'indépendance politique et sociale se construit dans la durée et exige des formes organisées.

5. Quels que soient les cheminements concrets de l'action politique (la « tactique »), la « ligne de marche » (l'indépendance populaire) implique de ne se laisser instrumentaliser par aucune des composantes de la contre-révolution : les « restes » de l'ancien régime (de gros restes), l'armée, les Frères musulmans et les salafistes.

On a à faire en Égypte à une armée « possédante » qui n'a plus rien avoir avec les débuts du régime nassérien. Elle défend son ordre, l'ordre dominant. Le régime militaire égyptien doit être condamné – et condamné sans réserve.

Une partie de la gauche n'a pas voulu tirer les conséquences d'une analyse de classe de la Confrérie ou, plus généralement, de l'Islam politique d'aujourd'hui, sous prétexte de leur identité religieuse. Au gouvernement, les FM ont conduit la politique d'un parti bourgeois de droite : néolibéralisme, continuité répressive avec l'ancien régime, compromis avec l'impérialisme, encadrement des syndicats et du mouvement social, conservatisme (à l'encontre des femmes...), tendances autoritaires et à la confessionnalisation de l'Etat, menaces anti-coptes... La Confrérie s'inscrit dans les conflits « sectaires » qui déchirent le monde arabe (sunnisme, chiisme...) au risque d'ouvrir une dynamique infernale de surenchère entre courants politico-religieux, avec des conséquences dévastatrices pour la société.

Il ne s'agit ici ni de « religion » ni d'Islam, mais de l'Islam politique réellement existant. Rappelons qu'il n'y a pas si longtemps, le courant lié au SWP britannique (notamment) espérait que l'islamisme exprime l'anti-impérialisme montant dans le monde musulman – devenant notre allié objectif si ce n'est subjectif. Bien entendu, chaque cas doit être analysé dans son contexte propre (voir la Palestine), mais l'expérience égyptienne montre ce qu'est l'Islam politique réellement existant au pouvoir. Face à une répression sanglante, les droits des Frères musulmans doivent être défendus, mais la Confrérie ne doit pas être pour autant soutenue.

Quant aux courants de type salafistes, disons que, dans le contexte présent, nombre d'entre eux occupent une niche politique similaire

LA CRISE ÉGYPTIENNE

PAR PIERRE ROUSSET

L'avocat du travail et dirigeant des SR Haitham Mohammadein (voir note n° 3). © Hossam el-Hamalawy.

à celle des fascismes européens – sans prétendre à une définition scientifique, ils sont terroristes ou « clérico-fascistes », provoquant de violents conflits de la Tunisie à la Syrie ou au Kurdistan, sans parler du terrible précédent du Pakistan⁴.

6. L'expérience égyptienne confirme qu'il ne faut pas opposer revendications sociales et démocratiques, mais les lier. Le débat sur la Constitution n'est pas secondaire et ne concerne pas seulement des « élites » – les femmes de milieux populaires sont tout particulièrement concernées. Le projet de Constitution préparé par les Frères musulmans et les salafistes faisait du sunnisme la religion d'État, introduisait une conception réactionnaire de la charia (un corpus législatif et non un guide spirituel) et lui donnait un domaine d'application sans rivage. Pas de démocratie réelle dans ce cas (c'est un comité religieux et non pas le peuple qui décide de la « conformité » des lois) ni d'égalité citoyenne : les Coptes en savent quelque chose, mais aussi les adeptes d'autres dénominations musulmanes, sans parler des athées, apostats et libres penseurs...

La laïcité (*secular*) dans sa définition « fondamentale » – la séparation des églises et de l'État, l'absence de religion d'État – et indépendamment de ses formes multiples, est une garantie d'égalité citoyenne et l'une des

conditions d'une « démocratie réelle ». C'est aussi une protection réciproque : contre l'ingérence des églises dans l'État et pour la liberté de croyance vis-à-vis de l'État.

Il y a bien entendu des conceptions de la « laïcité » qui sont liberticides et des courants laïcs qui sont bourgeois. Le cas égyptien l'illustre : au nom de la laïcité, des forces néolibérales demandent son soutien au « peuple » et soutiennent elles-mêmes la dictature militaire.

Les thèmes de la « laïcité » et de la « démocratie » ne justifient pas en eux-mêmes la constitution d'alliances plus ou moins stratégiques avec des forces bourgeoises. En revanche, l'indépendance de classe et populaire se construit en tous domaines – y compris celui de la Constitution – et pas seulement sur le terrain social (au sens restreint).

7. Et la géopolitique dans tout cela ? L'une des caractéristiques des mouvements populaires dans le monde arabe, à la suite de la Tunisie, est qu'ils se dressent contre les conditions sociales qu'ils subissent dans chaque pays, contre les régimes dictatoriaux qui les répriment. Ils ne sont le produit d'aucun « plan » impérialiste. Ils bousculent l'ordre régional comme ils bouleversent l'ordre national. Les puissances mondiales ou régionales réagissent à l'événement beaucoup plus qu'elles ne l'initient même si, une fois la crise ouverte, chaque impérialisme et chaque bourgeoisie

pétrolière abattent leurs propres cartes.

Les puissances occidentales ont été incapables d'instaurer des transitions ordonnées sous leur contrôle ; le chaos l'emporte. Dans ce contexte, plus que par le passé, le schisme sunnite/chiïte s'affirme dans l'espace régional ; mais lui aussi se heurte aux fondements sociaux des révoltes en cours et à la peur des dynamiques sectaires, des violences intercommunautaires.

Construire l'indépendance de classe, c'est refuser de se laisser instrumentaliser par un impérialisme, une monarchie pétrolière ou la théocratie iranienne. C'est aussi définir sa politique en partant de la dynamique des luttes propres à chaque pays. La géopolitique vient après. Les contradictions internes sont premières, les manœuvres des puissances mondiales ou régionales sont secondes (ce qui ne veut pas dire sans importance). □

¹ Une première version de ce texte est parue sur le site d'ESSF (article 29521) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29521>. Voir aussi le « rebond » suivant (article 29719) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29719>.

² L'appareil d'Etat a été fracturé en Libye et en Syrie. Dans ce dernier cas, d'importantes structures d'auto-organisation populaire ont vu le jour.

³ Haitham Mohammadein a été inculpé en tant que membre dirigeant des Socialistes révolutionnaires accusés de vouloir « changer le type de gouvernement par des moyens terroristes. »

⁴ Voir <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29719>.

CHAMPS POLITIQUES DOMINANTS ET AUTO-ORGANISATION

PAR JACQUES CHASTAING

En Egypte, l'esprit de la démocratie directe prime depuis le début du soulèvement sur la démocratie représentative. Il lui reste à s'affirmer sur le terrain de l'indépendance de classe et d'une perspective de transformation socialiste.

Avec la chute de Morsi exigée par les manifestations massives du 30 juin au 3 juillet, les Egyptiens ont en quelque sorte dit : « un an, ça suffit ». Elu lors des présidentielles de juin 2012, Morsi ne satisfaisait en rien les exigences populaires, il servait les volontés du capital contre les exploités et les opprimés aussi violemment que le régime précédent du Conseil supérieur des forces armées. Ce n'était pas la peine d'attendre trois ou quatre ans de nouvelles élections – si le calendrier était respecté –, le peuple imposait avec bon sens sa démocratie directe.

Tous les jours, dans les grèves, les sit-in, les manifestations, occupations, coupures de routes ou de voies ferrées, dans l'auto-défense contre les violences policières ou des milices islamistes, à l'usine, au bureau, dans la rue et les cafés, tout le monde discute en permanence des choix à faire : quelles revendications avancer, faut-il utiliser la violence ou non, s'affronter avec la police ou l'armée – à un niveau local ou national –, s'attaquer aux Frères musulmans ou à la politique économique du gouvernement de Morsi, occuper l'entreprise, le ministère de tutelle, etc. ?

De ce fait, dans les appareils étatiques ou économiques, du fait de la pression populaire à l'encontre des hiérarchies et de la peur, la fuite ou l'arrestation de membres du PND (le parti de Moubarak) et maintenant des Frères, bien des places sont

vacantes, bien des autorités se sont effondrées. L'appareil d'Etat est sapé, même s'il est loin d'être brisé. Ce qui l'empêche, c'est que cette démocratie directe est bornée par son cadre de pensée.

Quatre champs politiques ont dominé idéologiquement l'Egypte du début de la révolution à aujourd'hui : l'islamisme, la démocratie représentative, le nationalisme et l'anticapitalisme. Deux l'ont fait aux premiers temps de la révolution : « l'islam c'est la solution » ou « la démocratie c'est la solution ». Les deux combinés ont valu par le poids qui a été donné aux Frères musulmans dans la société ces trente dernières années, par leur réputation d'honnêteté et d'opposition, ainsi que par la force de l'argent qu'ils ont investi dans les campagnes électorales.

Très rapidement, ce succès a fondu au fil des scrutins – professionnels ou politiques – avant de littéralement s'effondrer au premier tour des présidentielles de mai 2012 et de se transformer en hostilité avec le gouvernement Morsi. En même temps, le second tour des présidentielles n'a laissé que le faux choix entre le candidat des Frères et celui de l'armée. Les appels au boycott ont marqué la chute des illusions dans la démocratie représentative. Déjà, le taux de participation au scrutin pour le sénat – élu au suffrage universel – début 2012 avait illustré cette distance, puisqu'il ne dépassait pas 6 %. Et cela, alors que la chambre haute a joué le rôle législatif central dans le gouvernement de Morsi (c'est dire la valeur de cette démocratie que les pouvoirs occidentaux défendaient avec tant de rage). Le référendum pour la constitution de décembre 2012, malgré l'enjeu, une fraude considérable et une exagération sans précédent des résultats, n'a atteint qu'une participation officielle de 30 %. Tous les partis du pays jouant le jeu de la démocratie représentative ont été mis en minorité par le peuple en révolution.

NATIONALISME NASSÉRIEN ET ANTICAPITALISME POPULAIRE

Le discrédit des islamistes puis leur massacre par l'armée ont marginalisé leur « solution ». Le soutien des libéraux et démocrates au coup d'Etat militaire et à ces massacres a discrédité la leur.

Après le 30 juin, il reste le nationalisme qu'incarne l'armée (et sa variation nassérienne) et l'anticapitalisme populaire. Ce sont eux qui vont délimiter les affrontements de la période à venir, modifiant les objectifs de l'auto-organisation et déterminant les évolutions de conscience. On a vu le nationalisme de l'armée à l'action, ses massacres et sa démocratie directe des comités de lynchage et d'humiliation des Frères musulmans, rasant les barbes et arrêtant les femmes à niqab. Inversement, on verra d'ici peu les classes populaires s'affronter à nouveau à l'armée et au gouvernement libéral.

Gageons que dès lors, leur auto-organisation ne sera plus seulement celle de la défense de leurs revendications économiques immédiates, mais plus clairement aussi celle de leurs revendications politiques à dégager tous les petits Moubarak, en posant la question de l'autogestion à un niveau plus coordonné. C'est là que se révélera le travail de sape de la révolution à l'égard de l'appareil d'Etat. En particulier à l'égard de l'armée. Les centaines de milliers de conscrits, ébranlés par leur utilisation comme esclaves dans les gigantesques fermes capitalistes de l'armée, désarmés par le rôle de tueurs qui leur a été imposé aux premiers rangs des violences contre les Frères, auront du mal à accepter un nouvel affrontement cette fois avec le peuple révolutionnaire.

La démocratie directe entraînée par la révolution permanente, de la question démocratique à la question sociale, poserait alors, de fait, la question du double pouvoir. □

LA LUTTE DES LIP CONTRE LES LICENCIEMENTS

« C'est possible : on fabrique, on vend, on se paie »

PAR PATRICK LE MOAL

Il y a 40 ans, les travailleurs et travailleuses de Lip venaient d'être expulsés par la police. Le gouvernement et le patronat ne pouvaient plus supporter plus longtemps la prise de possession par ces salariés de leur usine. Pour lutter contre les licenciements, ils avaient décidé d'être en grève, d'occuper l'usine, mais en plus de fabriquer, vendre des montres et se payer.

Plus qu'une grève classique, ils montraient en pratique qu'ils pouvaient faire tourner l'entreprise sans patron, ils avaient osé bafouer l'autorité patronale, la justice faite pour la classe dominante. Et pourtant, comme l'écrit un texte collectif de salariés de Lip datant de 1975 : « Les acteurs de cette lutte étaient des travailleurs "moyens", c'est-à-dire un peu syndicalisés, pas du tout politisés (pour la grande masse), de toute façon très marqués par les idées dominantes de la société bourgeoise dans presque tous les domaines.

« On comprend mieux alors combien, à chaque heurt, à chaque frottement avec les rouages de cette société, des pans entiers de leur façon de voir vacillaient. Toutes les idées intériorisées étaient bouleversées. Tout arrivait très vite et de tous les côtés : interrogation sur l'information diffusée par les organes d'information, presse-télé-radio ; à quoi sert un député ? Est-ce possible qu'un préfet nous raconte des histoires, tiens des propos aussi peu consistants ? Et surtout, très vite, découverte qu'il n'y a rien dans l'arsenal des lois, rien du côté

de l'Administration publique, aucun arbitrage sérieux. On est seul, face à tout ; on ne peut compter que sur soi, sur la force collective. Il faut participer. A partir de là, l'autoformation s'accélère. Alors l'école de formation qu'est la lutte ouvrière marque profondément chacun de nous, éclate de tous côtés. »

LES « HORS-LA-LOI DE PALENTE »

Lorsque le 10 juin 1973 les Lip décident d'occuper totalement l'usine du quartier de Palente à Besançon, il y a plusieurs semaines que l'entreprise familiale passée sous le contrôle du groupe Ebauches SA a déposé le bilan. Avant l'occupation, les Lip ont commencé par créer le Comité d'action, structure non élue qui regroupe les travailleurs combattifs, des syndiqués CGT et CFDT et des non-syndiqués. La CFDT appuie, la CGT est contrainte d'en admettre l'existence et de le reconnaître. Le CA va ensuite s'élargir sur la base d'une représentation des différents ateliers. C'est lui qui fait les propositions en AG, et joue un rôle majeur tout au long de la phase aiguë du conflit, en atteignant jusqu'à 130 personnes.

Les Lip décident d'abord de baisser des cadences, entre 10 et 40% selon les jours. Ils passent autant de temps à lutter qu'à travailler. Chaque problème, chaque question est débattue sur le champ : les délégués ou des militants du CA passent avec la sono dans les ateliers. Immédiatement, les ouvriers et ouvrières stoppent le travail et engagent le débat.

Ils manifestent en Suisse, à Besançon et à Paris. Au bout de deux jours d'occupation, lors d'une réunion de CE, ils découvrent dans la serviette d'un des administrateurs des notes sur les licenciements : « intérêt uniquement horlogerie » « larguer armement industrie mécanique », « allègement du personnel horlogerie », « 480 à dégager » et l'estimation du coût des « mouvements sociaux ». Les administrateurs sont séquestrés pour avoir des renseignements plus précis sur le sort de l'entreprise. Leur libération par la police fait encore monter la

pression, provoque de violentes bagarres devant l'usine et une réaction sans précédent : dans la nuit, le stock de 25000 montres, environ 500000 millions d'anciens francs, est mis à l'abri par les grévistes dans des caches disséminées dans la région¹.

Ils vont plus loin le 18 juin : une assemblée générale historique décide la remise en route de la chaîne de montage horlogère (48 travailleurs) pour assurer « un salaire de survie ». La bande-roule à l'entrée de l'usine occupée affiche « C'est possible : on fabrique, on vend, on se paie ». Pour organiser la lutte, la production, les ventes, la popularisation, la sécurité, des commissions sont mises en pace, qui rendent compte devant l'assemblée générale quotidienne.

Le soutien aux Lip est énorme. 400 CE prennent contact en une semaine pour acheter des montres. La vente est un succès : en six semaines, le chiffre d'affaires réalisé correspond à 50 % du total d'une année ordinaire. La première paie sauvage est versée aux 900 grévistes le 3 août 1973. D'autres usines en lutte se mettent également à vendre leur production en référence à Lip, comme les ouvrières d'une confection à Cerisay. Enfin l'usine de Palente est ouverte à tous, y compris aux journalistes. Certains visiteurs participent aux assemblées

générales, restent une ou plusieurs semaines. Le gouvernement et les patrons ne peuvent supporter. Deux moyens vont être mis en œuvre pour que cesse cette grève bien trop populaire. Ils tentent une diversion avec une négociation bidon qui essaie de diviser le front syndical puis, le 15 août, envoient les gardes mobiles investir l'usine et chasser les ouvriers². Plusieurs entreprises voisines (comme Rhodiaceta, la «Rhodia», dont la grève de 1967 est considérée comme annonciatrice de mai 1968) se mettent en grève par solidarité et viennent crier leur colère jusque devant les flics. Les affrontements durent trois jours³. Les Lip sont accueillis dans des locaux prêtés et continuent la production dans des ateliers clandestins puis se déplacent régulièrement : l'usine est là où sont les travailleurs ! Le 29 septembre, une marche nationale de solidarité à Besançon regroupe 100000 personnes⁴, venues de toute la France et de l'étranger.

Après avoir refusé un premier protocole qui prévoyait 180 licenciements, les Lip acceptent fin janvier 1974 le second qui prévoit la réembauche progressive des 850 salariés. Après avoir distribué la septième paie sauvage, ils restituent le trésor de guerre.

Le 11 mars 1974, après 329 jours de lutte, les 135 premiers réembauchés reprennent le travail en chantant l'Internationale. Les autres suivent des stages de formation. Il faudra attendre le 31 mars 1975 pour que tous reprennent effectivement le travail. Cette phase de la lutte pour la réintégration de tous est plus souterraine et ne connaît ni la médiatisation ni l'enthousiasme de la première lutte.

UNITÉ ET DÉMOCRATIE OUVRIÈRE

Le contexte politique et social est celui du «cycle d'insubordination ouvrière»⁵ ouvert par 1968 et qui s'achève par la défaite des sidérurgistes en 1979. Cette séquence est notamment caractérisée par un grand nombre de luttes

ouvrières dynamiques, radicales, longues, le refus de «l'ordre usinier», les débats sur le pouvoir ouvrier. Mais c'est aussi l'histoire spécifique de cette usine qui a permis que se construise une unité profonde d'un millier de salariés dans une lutte audacieuse, tranquillement illégale et ouverte sur l'ensemble de la société. Les deux sections syndicales, CFTC puis CFDT en 1964, et CGT ont toujours entretenu de bonnes relations,

et recherché l'unité. Du côté de la CFDT, la section syndicale était atypique, avec un fonctionnement très collectif et une forte autonomie vis-à-vis de la confédération.

La grève de 1968 a été une première expérience de démocratie ouvrière en profondeur. S'installe alors une pratique systématique des assemblées générales. On présente les propositions en AG, on suspend l'AG, les gens discutent librement, puis on prend des décisions très réfléchies et très majoritaires, on élit un comité de grève.

L'obtention d'une heure d'information syndicale trimestrielle permet l'organisation de «rencontres super préparées, avec débats, pour donner l'envie de réfléchir ensemble»⁶. Le droit à l'affichage se traduit par un gigantesque panneau syndical de trois mètres de long et deux de haut, éclairé, qui permettait une information libre, rapide et claire pour les salariés qui passent en bus de ramassage.

«Et là nous mettons au point rapidement ce qu'on appellera l'école de la lutte. C'est simple: un atelier en grève sur le tas, deux délégués s'y rendent. Tout le monde s'assoit en cercle, souvent par terre, et le débat commence. Les salariés expliquent ce qu'ils veulent, ensemble on traduit tout cela en revendications écrites et on les discute une à une (...) les deux délégués accompagnent une représentation de l'atelier à la négociation. A la sortie, les délégués montrent la nécessité de se concerter, d'éviter les interprétations, les paroles reflétant une vue personnelle, de découragement, etc. Un compte-rendu doit être vrai mais tonique. Au retour, l'ensemble de l'atelier juge les résultats, réfléchit, pèse le pour et le contre, se prononce sur

leur mouvement. On continue? Ou on arrête? Comment? Pourquoi? Décision du groupe.»⁷

Ce texte collectif explique comment ces pratiques démocratiques permettent de briser les habitudes, la crainte, le respect hiérarchique. Tolérer, faciliter la prise de parole à partir de comptes rendus collectifs par exemple, et comprendre que si les AG sont nécessaires pour être nombreux, «elles ne peuvent suffire à la démocratie. Il y a lieu de multiplier les organes plus petits où l'on s'exprime davantage, plus naturellement, et où ces réflexions sont saisies et remontent à la coordination de la lutte.» C'est ainsi que se construisent des consensus très majoritaires, un collectif démocratique qui permettent à l'action de révéler «la capacité et l'imagination des travailleurs. L'utilisation par les travailleurs de leurs outils de travail (ceux du patron en droit) marque déjà le franchissement des barrières: un apprentissage du contrôle ouvrier.» Alors on utilise la machine à tirer les plans, puis la reproduction de tracts, puis la menuiserie pour les pancartes, puis toute l'usine!

Cette lutte radicale et imaginative a pris de court bureaucrates syndicaux comme apparatchiks des partis de gauche. Pour la CGT, c'est une lutte

locale. La confédération CFDT, si elle soutient officiellement sa section syndicale, au moment où elle n'est pas avare de grandes déclarations sur l'autogestion, ne veut pas que le conflit déteigne au-delà de Besançon. Lors du congrès CFDT du 30 mai au 3 juin 1973, le secrétaire général Edmond Maire s'inquiète de la montée du «basisme» et du «gauchisme» dans le syndicat.

La lutte des Lip, qui reprendra en 1976, marquera de manière indélébile celles et

ceux qui combattent pour l'émancipation sociale et pour lesquels «vivre demain dans nos luttes d'aujourd'hui» n'est pas qu'un slogan. □

1 Aujourd'hui encore, les Lip conservent secret le lieu où ils dissimulèrent leur trésor de guerre, car, expliquent-ils, «ça peut resservir».

2 Les CRS occuperont l'usine jusqu'en février 1974.

3 34 condamnations seront prononcées contre les manifestants (33 ouvriers des usines bisontines et un étudiant).

4 Dont un tiers de militants d'extrême gauche.

5 Xavier Vigna, L'insubordination ouvrière dans les années 68, Presses universitaires de Rennes, 2007.

6 Texte collectif de grévistes de Lip, écrit en 1975.

7 Ibid.

Ce que Lip peut apporter aujourd'hui

PAR CHARLES PIAGET

Pour rappeler la lutte des Lip et réfléchir à ses enseignements, quoi de mieux que de laisser la parole à l'un de ses principaux animateurs? Le texte reproduit ci-dessous¹ est celui de l'allocution prononcée par Charles Piaget le 28 mai 2013 à l'IRTS (Institut régional de travail social) de Besançon, après la projection du film de Christian Rouaud Lip. L'imagination au pouvoir, à l'occasion des 40 ans du conflit.

Lip aujourd'hui? Qu'est ce qu'une lutte d'il y a 40 ans peut bien apporter aujourd'hui? Un conflit d'une année qui a provoqué un engouement extraordinaire en France et bien au-delà. Il y avait plusieurs raisons à cet engouement. Examinons-les pour voir ce que peut encore apporter Lip.

Une multinationale s'en prend à des ouvriers. C'est le pot de terre contre le pot de fer. Mais voilà que ces ouvriers décident de résister. Ils sont unis. Ils veulent sauver leur emploi et pour cela, sauver cet ensemble remarquable d'horlogerie et de mécanique. De plus, la marque de leurs montres est connue : Lip. Ces salariés prennent des initiatives incroyables, délocalisent le stock de montres, cachant celles-ci dans la région. Le tribunal les licencie tous. Alors, ils occupent l'usine, fabriquent des montres, les vendent et se payent pour continuer la lutte, exiger une solution satisfaisante. Les flics les pourchassent. Ils virent les salariés et occupent eux-mêmes l'usine pendant de longs mois, fait rarissime. Les Lip ne se découragent pas. Ils reconstituent l'usine dans Besançon. Ils ont même prévu des ateliers clandestins. Les ventes continuent. Tout continue.

Pour le grand public, c'est Robin des bois, et guère plus. Pour les médias : les journalistes sont habitués au rituel des conflits syndicaux, aux conflits encadrés. Les jour-

nalistes sont dirigés vers le point d'information officiel. L'usine occupée a son cordon de sécurité. A Lip, les médias trouvent les portes grandes ouvertes. Ils peuvent tout voir, parler à qui ils veulent. Leurs articles s'en ressentent. Cette nouveauté leur plaît. Des journalistes dormaient dans l'usine. Pendant un petit moment, les médias ne suivaient pas la coupure droite-gauche, mais la coupure de classe. Bien sûr, ça n'a duré que quelques semaines.

Enfin, pour les militants syndicaux de France et d'ailleurs, pour les militants politiques de gauche, pour un public averti, c'est différent. Ils se posent, en gros, tous les mêmes questions, plus pertinentes. « Mais comment faites-vous pour vous entendre si bien? C'est si difficile chez nous. » « Comment faites-vous pour obtenir une telle participation des salariés? ». « Une multinationale vous attaque et, aussitôt, tous ensemble, vous organisez une défense extraordinaire ». Alors?

Tout cela, dans un contexte général marqué par Mai 68. Le chômage commence à monter, mais n'est pas encore inquiétant. Localement, à Besançon, la CFDT est très active depuis 1968. L'aide aux luttes est bien organisée. La solidarité est bien présente.

CRÉER LE COLLECTIF DES SALARIÉS

En fait, la caractéristique essentielle du conflit, c'est une pratique syndicale particulière. A Lip, il y a une section syndicale très autonome, avec beaucoup de réflexion sur le travail syndical et faisant de l'autogestion, sans le savoir, depuis plus de 15 années. De plus, il existait, à Lip, de longue date, des liens unitaires avec la CGT. Ce conflit n'a été possible que grâce à ça.

Tout est parti d'un constat au milieu des années 1950. Malgré les lois sur les DP (délégués du personnel) et le CE (comité d'entreprise), malgré le code du travail et les lois sociales, il y n'y a pas de contre-pouvoir dans les entreprises. Les DP ne représentent qu'eux-mêmes, donc pas grand chose. D'ailleurs, mêmes les quelques ren-

forcements des lois depuis n'y ont rien changé.

Actuellement, à Besançon, comme partout ailleurs, des salariés ne peuvent prendre leurs cinq semaines de congés payés. « Ca ne se fait pas. Cela handicaperait l'entreprise. Ce serait mal vu ». Même chose concernant les heures sup. « Je ne peux en réclamer le paiement », etc. Seul un collectif, large, de salariés conscients peut constituer un réel contre pouvoir. C'est la seule force permettant d'obtenir un peu plus de considération pour les salariés, un peu plus de justice dans l'entreprise. Les lois sur la propriété privée des moyens de production sont faites pour être appliquées avec rigueur. Pas les lois sociales! Les inspecteurs du travail en savent quelque chose.

Un dernier exemple, la loi contre les exclusions de 1998 et son volet tarification transports publics. Il a fallu 9 années pour la faire appliquer. Ce n'étaient que des délégués qui l'exigeaient (en l'occurrence, AC²!). Alors, ce n'est pas important. Si cela avait été de très nombreux citoyens, cela aurait été différent. A noter que le préfet, gardien des lois de la République, n'a pas levé le petit doigt pendant ces 9 années pour faire appliquer cette loi.

Alors, ayant compris cela, la section (CFTC à l'époque) s'est mise au travail pour créer ce collectif large des salariés. Roland³ a expliqué tout cela. Il a fallu de la persévérance, de l'imagination pour unifier les blouses blanches aux blouses bleues. Il existe mille et une séparation des salariés dans l'entreprise. Il fallut bien des années pour réaliser cette unité. Et surtout, consacrer beaucoup de notre temps.

1968 a été le premier grand test de ces pratiques syndicales. Une anecdote significative. En 1968, la CFDT avait diffusé une plaquette sur le pouvoir ouvrier, avec la mention « A lire attentivement ». En section, on a commencé à l'étudier, et un de nous s'écrier : « Mais tout ça, c'est ce qu'on fait depuis 10 ans! »

Ce travail a payé. Le premier apport de Lip pour aujourd'hui, c'est que c'est possible. Des salariés ordinaires, en grand nombre, divisés en multiples catégories ont prouvé qu'il est possible de passer de l'individualisme au collectif. Passer de la passivité à l'action collective. Ces salariés ordinaires se sont transformés en militants de la lutte collective autogérée. 80 à 100 Lip étaient constamment sur les routes pour expliquer dans les meetings la lutte des Lip. Ils ont bousculé, remis en cause les règles de l'économie, de la politique. Ces salariés ont décidé de prendre des moyens, souvent illégaux, mais logiques, populaires et sans violence. Ces salariés se sont émancipés individuellement et collectivement. Des jeunes, après le conflit, ont écrit un document de 30 pages sur tout ce qu'ils avaient appris dans ce conflit. Ils terminent ce document par : «*Nous en avons appris en dix mois plus qu'en dix ans*». Ces salariés ordinaires ont fait rêver beaucoup de personnes, rêver à une autre société, bâtie sur un mode de fonctionnement égalitaire, chaleureux et autogéré.

DES RÈGLES À SUIVRE

Voici quelques règles pour ces pratiques collectives. Il y en a bien sûr plein d'autres.

- 1) La lutte appartient à l'égalité à celles et ceux qui la mènent, quel que soit leur poste hiérarchique au travail. Syndiqués ou non, immigrés ou non, hommes ou femmes.
- 2) Le syndicat est indispensable. Il a l'expérience, le nombre, la force, il a une connaissance précieuse du patronat et des pouvoirs publics. Mais il ne faut jamais oublier que le dernier mot appartient aux salariés en lutte.
- 3) L'unité des salariés passe aussi par l'unité syndicale. Celle-ci est à construire, en permanence. On ne peut se complaire dans la division syndicale.

- 4) Une lutte démocratique n'a pas de sens si elle ne s'inscrit pas dans l'intérêt général des salariés et dans les valeurs humaines de solidarité, de respect des uns des autres. Le collectif doit bannir tout propos sexiste, raciste, violent ou intolérant.
- 5) Toute l'information doit être partagée entre tous les salariés. Nous devons toutes

spasse-droit. Pas de reproduction du système hiérarchique. C'est tout un état d'esprit à modifier. Un délégué classique passe beaucoup de temps sur les dossiers, prépare minutieusement les rencontres avec la direction. Il est mal à l'aise lorsqu'il y a lutte. Ce n'est déjà plus son monde. Il devient bureaucrate.

Il ne s'agit pas de se complaire dans la lutte, mais de bien comprendre son rôle et les priorités. Vivre le collectif, c'est une découverte, un apprentissage continu, une leçon de modestie. On y découvre ses propres limites, surtout quand on se croit indispensable. On y découvre, jour après jour, qui est vraiment l'autre, des qualités non remarquées jusqu'ici. On y découvre surtout que c'est du débat que chacune, chacun s'enrichit. C'est un long chemin, découvrir et cultiver ce qui nous enrichit. Chercher le consensus lorsqu'il y a divergence. Chaque lutte peut et doit permettre un saut qualitatif, individuel et collectif.

En 1973, face à l'attaque de la multinationale, nous étions déjà bien rôdés à Lip. 1968 avait été une lutte originale ou nous avions testé grandeur nature les petits pas démocratiques des dernières années. De plus, des militants de Lip allaient dans les entreprises de la ville

aider les salariés à s'organiser. 1969-1970, deux conflits très durs à Lip on fait grandir les solidarités, l'unité et la participation plus concrète des salariés. Au Prévent de Bregille⁴, en 1972, un groupe d'une vingtaine de femmes salariées décident d'en venir à la grève concernant l'autoritarisme excessif du directeur. L'Union locale CFDT avait confié à des militants de Lip l'aide concrète de préparation de cette lutte. Six mois de lutte, avec occupation, autogérée par les salariées, ouverture très large vers l'extérieur, popula-

avec Raymond Burgy - Noëlle Darteville - Fatima Demougéot - Michel Jeanningros - Jeannine Pierre-Emile - Charles Piaget - Jean Raguenes - Roland et Fernande Vittot - Jean Charbonnel - Claude Neuschwander
 Réalisateur et auteur Christian Rouaud - Image Jean-Michel Humeau, Alexis Kavrychine - Son Claude Val - Assistant-réalisateur Florent Verdet
 Montage Fabrice Rouaud - Montage Son/Mixage Dominique Vieillard - Direction de Production Françoise Buraux, Nelly Mabilat - Producteur Les Films d'ici, Richard Copans - Avec le soutien de la Région Ile-de-France et de la Région Franche-Comté - Avec la participation du Ministère de l'Emploi de la Cohésion Sociale et du Logement, du Ministère de la Santé et des Solidarités et du Centre National de la Cinématographie - Ce film a reçu le soutien du Groupement National des Cinémas de Recherche - Distributeur Pierre Grise Distribution

risation, imagination. Et contrôle constant de tout cela par les salariées du Prévent.

COMMENCER PAR DIRE NON

Un rappel des règles de base des luttes autogérées (Lip, Larzac et bien d'autres): refus de la fatalité, on peut toujours réagir. Les licenciements massifs, les délocalisations, le chômage, les atteintes à l'environnement, les crises économiques ne sont pas des fatalités. Ce sont des décisions d'êtres humains qui en sont la cause. On peut, on doit s'y opposer. Dire Non, c'est déjà faire un pas.

La passivité est la pire des réponses. C'est carrément un encouragement à ceux qui prennent ce type de décisions. Le refus de la fatalité doit se concrétiser dans le débat entre tous ceux, toutes celles qui sont concernés. C'est nécessairement long. Il faut du temps pour comprendre ce qui nous arrive, pour parvenir à une analyse étayée, dégager des exigences argumentées, crédibles.

Tout cela pour prendre conscience que oui, il est possible de résister, de lutter, de ga-

agner. C'est une phase fondamentale de la lutte.

En 1973, à Lip, Les délégués ont distribué à toutes et tous un texte comprenant tout ce que nous savions sur la multinationale propriétaire de Lip. Ensuite, le texte ébauchait une stratégie de défense, enfin, il y avait un rappel de l'enjeu. Cette entreprise est un ensemble humain de savoirs, de compétences, bâti au long des très nombreuses années de travail. Il va être dépecé, anéanti.

Ce texte était l'amorce du débat, un appel à la réflexion, à la critique, à des propositions, à des compléments d'information.

Alors, des mini-débats ont eu lieu dans toute l'usine. Les délégués passaient deux fois par jour, partout, pour des mini AG de 5 à 10 minutes. Donner les dernières nouvelles, parler du texte, pousser à la réflexion, aux propositions. En fait, à la prise de conscience qu'ensemble on peut lutter et obtenir une vraie solution.

Toute lutte doit s'ouvrir vers l'extérieur. Lorsque le consensus est acquis, il faut faire connaître partout ce qui se trame. Ceux

qui font de mauvais coups ont peur de la lumière. Ils ont tout intérêt au silence. Ils déclarent à leurs salariés: «Restons entre nous, la discrétion peut permettre un meilleur arrangement. Toute agitation ferait fuir les candidats à la sauvegarde de notre entreprise». Tout cela est faux.

Les salariés ont besoin de soutien, de connaissances, de compétences qui s'ajoutent aux leurs pour dégager des solutions ou pour nous aider dans cette lutte. Les solidarités diverses apportent toujours un réconfort important. Bien sûr, tous ces soutiens ne doivent pas se substituer aux

salariés. La lutte et ses objectifs doivent rester sous leur contrôle.

Libérer la parole et l'imagination. Nous avons appris à quel point le collectif des salariés est un gisement de valeurs. A condition que chaque salarié se libère des chaînes invisibles de son conditionnement. Dans sa tête, il met du temps, beaucoup de temps à se libérer du travail, de la peur, à s'impliquer dans la lutte. Une fois le passage fait, alors les idées, l'imagination se libèrent. Il est dans la lutte.

Lors des AG, nous avons tracé tous ensemble les orientations de la lutte. Nous avons examiné les valeurs à respecter, les pièges à éviter. Sur ces bases, toutes les initiatives étaient les bienvenues. Nous n'avons pas été déçus. Les salariés ont été un réservoir à idées. Le collectif n'est pas seulement une addition de qualités de chacun, chacune. Le collectif a un effet multiplicateur qui se produit dans l'échange, dans le débat.

Toute lutte un peu longue doit être un lieu de vie, de formation et d'émancipation accélérée. Toute lutte un peu longue, ouverte sur l'extérieur, s'organise et devient un lieu de vie. Comme à Lip, il faut prévoir l'accueil, une salle pour les rencontres, recevoir celles et ceux qui viennent s'informer. «Où en êtes-vous?», «que peut-on faire pour vous aider?». Des contacts réguliers se nouent. Des salariés extérieurs viennent parler de leurs luttes, de leurs problèmes. Des débats s'y tiennent, tout naturellement. On peut aussi organiser des débats sur les sujets dominants, passer des films documentaires pour éclairer le sujet, etc. Ce lieu devient un forum permanent et enrichissant pour toutes et tous.

SOLIDARITÉ ET COORDINATION

Les solidarités autour d'une lutte. Rien n'est plus contre-productif, dramatique que de laisser les luttes dans l'isolement. Toute lutte a besoin de solidarité et d'aide. Il faut concrétiser cette solidarité, c'est le devoir impérieux des organisations syndicales, mais aussi des associations concernées, des citoyens, des partis politiques qui se réclament de la classe ouvrière. Favoriser ce soutien en le coordonnant. En prenant des initiatives pour répercuter le point de vue des salariés en lutte et le type d'aide concrète possible.

Pour les luttes, des pistes ont été ouvertes

C'EST REPARTI !

LIP

EN ATTAQUANT lip, LES PATRONS VEULENT CASSER TOUTES LES LUTTES POUR L'EMPLOI

SOLIDARITÉ CONTRE LE CHOMAGE

UNITÉ DES TRAVAILLEURS POUR LE SOCIALISME **PSU**

Imp. spéo. 9 rue Barrême, 75015 Paris Supplément à Tribune Socialiste n° 894

à Lip. Elles sont plus nécessaires que jamais. Lors de la crise économique de 1975, avec la montée du chômage, il y avait en France près de 200 entreprises menacées de fermeture et occupées par les salariés. La nécessité d'une solidarité intersyndicale, interprofessionnelle était criante. Des salariés de ces entreprises, CGT, CFDT, FO ou CFTC ont mis en place une coordination des entreprises en lutte pour l'emploi. Ceci, sous l'impulsion des Lip. La première rencontre a eu lieu à Lip. Ces coordinations n'étaient pas tolérées par les centrales syndicales, sans pour autant que ces dernières prennent des initiatives communes en ce sens. Enfin, le PSU⁵ avait lancé, sous l'impulsion de Lip, un

Institut ouvrier pour le développement des pratiques collectives de luttes autogérées. Aujourd'hui, il faut y ajouter le besoin d'un projet de société du 21e siècle. Il n'y a plus d'utopie. Le vide concernant une autre société possible profite au libéralisme économique. Ce projet peut être élaboré par tous les citoyens en résistance. Ceux qui luttent contre les nuisances actuelles peuvent écrire en connaissance de cause une ou des pages de ce projet. Un réseau autogéré mettant tout cela en cohérence. Cela irait en harmonie avec la construction d'une autre société qui se dessine dans les actes de résistances. Comme nous le voulions à Lip.

Pourquoi ces pratiques ne se sont pas répandues? Tout simplement parce qu'elles exigent d'aller à contre-courant de l'organisation de toute la société.

Dire à un délégué: «Ta qualité principale ne doit pas résider dans l'art de la négociation, du compromis, ni dans la bonne connaissance des dossiers, ni dans le dévouement, faire à la place des autres, le bons samaritain. L'essentiel est ailleurs. Passer le principal de tes forces, de ton

temps à constituer autour de toi une force collective qui agit et s'autogère, et pour cela tout le travail syndical doit s'orienter vers cet objectif. Et bien sûr, il faut étudier les dossiers et bien sûr qu'il faut négocier, mais seulement si tu fais

Avec ce que nous avons appris à Lip, après toutes ces années de lutte, nous ne pouvons admettre un syndicalisme, une société qui se satisfasse du salariat et qui parle de partenaires sociaux.

Le salariat est un contrat de subordination

l'essentiel. N'oublie jamais: délégué du personnel ou responsable politique ou ayant une fonction publique, de passer beaucoup plus de temps avec la base qu'avec "l'élite". » C'est difficile, car vraiment à contre-courant.

DÉPASSER LE SALARIAT ET LA SUBORDINATION

Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin d'une société capable de construire du «vivre ensemble», durable et pacifié. Pour cela, il faut des règles, des règles de civilisation réelle. Quelles sont-elles?

On ne peut vivre en harmonie avec un chômage de masse permanent. Au nom de quoi une personne active sur six doit-elle rester au bord de la route? On ne peut vivre ensemble en harmonie avec des inégalités extravagantes. Au nom de quoi une personne peut-elle s'octroyer à elle seule le fruit de dizaines de millions d'heures de travail? Au nom de quoi l'économie est-elle en dehors de la démocratie, alors qu'elle représente l'élément dominant de la vie?

et en tant que tel il ampute l'être humain de sa pleine dimension. L'être humain est fait pour conduire sa vie, donc produire à égalité avec d'autre des biens ou des services. Un syndicalisme, une société dignes de ce nom doivent lutter pour dépasser le salariat, dépasser la subordination. Tous coopérateurs, égaux en droits. Pour une véritable émancipation individuelle et collective. Le salariat n'est pas la fin de l'histoire humaine. □

1 Texte relu par l'auteur. Les intertitres sont de la rédaction.
 2 Agir ensemble contre le chômage.
 3 Roland Vittot, autre figure du conflit Lip et de la CFDT. Il a pris la parole quelques instants auparavant pour raconter l'histoire de la section CFTC, puis CFDT tout au long des années 1950-70.
 4 Il s'agit d'un conflit de grande ampleur à Besançon, dans un Préventorium, une structure sociale du quartier de Brégille, animé par des femmes et soutenu par la CFDT. Ce conflit a duré plusieurs mois et donné lieu à une intense solidarité sur la ville.
 5 Parti socialiste unifié. S'est créé à partir d'une scission issue de la SFIO durant la guerre d'Algérie et d'autres courants. Les Alternatifs en sont le prolongement actuel. Charles Piaget a fait partie des fondateurs du PSU.

ROSA LUXEMBURG, ENSEIGNANTE

PAR HENRI CLÉMENT

Le travail collectif d'édition des œuvres complètes de Rosa Luxemburg, entamé par les éditions Agone et Smolny, suite à la publication par le collectif éditorial toulousain de *l'Introduction à l'économie politique*, se poursuit avec ce second tome, centré autour de l'activité de Rosa Luxemburg en tant qu'enseignante au sein de l'école du parti social-démocrate allemand. Ces textes de Luxemburg n'avaient jamais fait l'objet d'une édition systématique et se trouvaient dispersés dans différents types d'ouvrages, dont certains sont aujourd'hui indisponibles. Il faut donc saluer cette entreprise à dimension collaborative et qui s'apprête à livrer un certain nombre d'inédits en français – sous format papier, avec une extension à venir en format informatique, permettant de mettre à disposition un ensemble de documents complémentaires. Ce volume est structuré en trois parties. La première regroupe les interventions de Luxemburg, en congrès ou sous forme d'article, au sujet de l'éducation politique ouvrière. La seconde présente les articles qu'elle a rédigés à l'occasion de la parution de volumes des œuvres complètes de Marx. Ces quatre textes restent une invite toujours très actuelle à se confronter aux textes originaux de Marx – et à actualiser ses analyses. Luxemburg en donne elle-même l'exemple dans les textes réunis dans la dernière partie, qui livre un ensemble de matériaux liés à la fois à ses enseignements et à ses recherches, dont les conclusions lui serviront

à développer sa fameuse *Introduction*. On accède ainsi au processus de son élaboration théorique, à travers les différents plans de travail ainsi que les notes de cours. Dans cette perspective, la lecture des cours consacrés à l'analyse de l'esclavage par exemple se révèle passionnante.

FORMER DES MILITANTS AUTONOMES

Au-delà de la dimension théorique du travail de Rosa Luxemburg, cette publication montre combien elle liait son activité théorique à une activité d'enseignement et de transmission militante, ce qu'elle explicite clairement dans son article *«Ecole du syndicat et Ecole du Parti»*, précisant ses propres conceptions pédagogiques : *«La discussion, l'échange libre des élèves avec le professeur sont primordiaux, c'est la condition première d'un cours fécond.»* Car selon Luxemburg, l'enseignant du parti n'est qu'un *«compagnon de lutte sur une chaire»*, sur un pied d'égalité avec ses élèves tout en poursuivant son activité militante – c'est d'ailleurs pour elle une condition sine qua non. Et surtout, il a vocation à former des militants autonomes : *«Un institut de formation pour des prolétaires engagés dans la lutte des classes doit considérer comme sa tâche principale la formation à une pensée systématique et indépendante, et non l'ingurgitation mécanique d'une somme de savoir positif.»*

Dans le prolongement des cours, elle insiste sur l'importance de la lecture et donc sur la nécessité pour l'élève de se confronter aux

sources, en premier lieu aux textes de Marx. Les leçons restent pleinement actuelles : *«Montrer un peu moins d'enthousiasme éperdu dans la résistance aux attentats cléricaux contre l'art bourgeois ou à propos de la fondation de coopérative de consommation, et s'efforcer en échange, avec plus d'enthousiasme, de comprendre les racines historiques, philosophiques et économiques de la lutte des classes de la social-démocratie.»* La postface insiste justement sur le rôle central joué par la critique de l'économie politique dans les conceptions de Luxemburg. Si le lecteur perçoit bien grâce à ce volume les différents niveaux de l'activité de Luxemburg en tant qu'enseignante, la seule lacune

tient au trop petit nombre d'éléments factuels concernant l'école du SPD, ses élèves et ses développements – la plupart des sources citées sur cet aspect étant en allemand. Ainsi, quelques précisions sur les fonctions occupées par les élèves à leur sortie de l'école auraient été bienvenues, pour mieux saisir les contradictions internes du parti, entre une certaine vigueur théorique et une bureaucratisation de plus en plus affirmée. Espérons en tout cas qu'avec ses nombreuses qualités, cette publication permettra aux militantEs en France de se familiariser davantage avec l'histoire du mouvement ouvrier allemand et ses débats – aujourd'hui largement méconnus. □

ÇatalHöyük

Entre 7000 et 6000 avant notre ère s'est développée à ÇatalHöyük, cité du centre de l'Anatolie, une société égalitaire qui suscite de la part des chercheurs un intérêt soutenu. Les fouilles archéologiques qui se poursuivent sur son site livrent une surprise après l'autre...

Pendant 1000 ans, jusqu'à 8000 personnes y vécurent ensemble, sans modifications notables de la civilisation, sans conflits militaires et sans troubles intérieurs. ÇatalHöyük était de loin la cité la plus importante de son époque. Les nombreuses représentations figuratives et peintures murales que l'on trouve dans chaque maison, la mise au jour fréquente au cours des fouilles archéologiques d'instruments de musique et de restes de grandes fêtes qui se tenaient sur les toits en terrasse de la ville, ainsi que les témoignages de l'attention accordée à la préservation de la mémoire historique à une époque où l'écriture n'existait pas, tout cela témoigne d'une culture florissante et impressionnante.

DES RAPPORTS SOCIAUX ÉGALITAIRES

Ce qui est particulièrement important pour qui veut révolutionner la société, et même pour toutes les personnes qui se battent pour la justice et la liberté, c'est que cette civilisation a été portée par une société égalitaire, une société dans laquelle l'égalité de chaque être humain dans tous les aspects de la vie avait été réalisée. Et que ces relations égalitaires ne se sont pas développées spontanément, mais sont sorties d'une société de classe patriarcale qui a été dépassée au cours d'une révolution sociale, en 7200 avant notre ère.

La cité de ÇatalHöyük ne se composait que de maisons d'habitation et d'espaces vides qui servaient de dépôts d'ordures. Les maisons d'habitation étaient construites de façon très dense, murs contre murs, sans rues ni espaces intermédiaires, et la cité s'échelonnait en terrasses sur la colline. Ainsi, on ne pouvait circuler à travers la cité que par les toits des maisons, au moyen d'échelles, et l'entrée dans les maisons ne pouvait s'opérer qu'à l'aide d'échelles depuis le toit. Il n'y avait pas de bâtiments particuliers inhabités, tels des temples ou des salles de réu-

nion, et les fonctions sociales comme la tenue des archives ou les «écoles» étaient prises en charge par des ménages dans des maisons d'habitation normales.

Les traces d'usure sur les squelettes des individus en âge de travailler montrent que le travail physique pénible indispensable était réparti de façon égalitaire. Les mêmes matières premières et déchets dans chaque maison, les mêmes marques de travail sur tous les squelettes, tout cela établit bien que l'économie ne reposait pas sur la division du travail.

L'abolition de la division du travail à ÇatalHöyük s'étendait également à la division du travail entre les sexes : dans la sphère de la cuisine, hommes et femmes travaillaient de la même façon, aussi bien à la préparation de la nourriture qu'à la production d'outils. Des peintures murales montrent des hommes s'occupant d'enfants. On a pu également établir qu'hommes et femmes passaient le même temps à la maison. En outre, l'analyse de la composition des os humains a montré que l'alimentation était d'une valeur nutritive régulière, à la fois copieuse et variée. Rien n'indique qu'il aurait pu y avoir la moindre différence dans le bien-être ou le mode de vie, ni entre les individus, ni entre les sexes.

UNE SOCIÉTÉ SANS VIOLENCE

Cette remarquable égalité a amené une forme solidaire de vie collective. Dès les premières fouilles dans les années 1960, il avait été remarqué que pas un seul squelette ne portait de traces de mort violente: un constat qui est resté valable jusqu'à aujourd'hui. Dans l'art de ÇatalHöyük, on ne trouve pas la moindre représentation d'actes agressifs comme des combats ou des guerres. Lorsqu'il a été établi, en 2007, que les blessures cicatrisées ne pouvaient être imputées à de la violence interpersonnelle, mais à des accidents (surtout des chutes d'échelle), le directeur des fouilles tira ce bilan: « A ÇatalHöyük, les hommes menaient une vie sans violence ». Et en 2005, il a été prouvé

que personne n'était jamais mort de faim à ÇatalHöyük. Quelle honte pour l'époque et la société dans lesquelles il nous faut vivre!

On sait maintenant également ce qu'il en était de la situation écologique. Il n'y a aucun signe de déforestation, d'érosion ou de perte de surfaces cultivables. Toutes les ressources qui étaient utilisées lors de l'établissement de la cité en -7000 étaient toujours disponibles mille ans plus tard. On s'accorde à considérer que l'organisation égalitaire de la société constitue la cause de cette utilisation raisonnable des ressources, car le contrôle de la communauté sur l'ensemble des ressources permettait d'identifier des dégradations prématurées ou des phénomènes d'instabilité et ainsi de ménager de façon ciblée le biotope menacé.

En prenant en considération toutes ces particularités, il n'est donc plus surprenant que l'espérance de vie ait été étonnamment élevée (les squelettes d'individus entre 60 et 80 ans ne sont pas rares) et que l'état de santé général ait été de bonne qualité.

UNE ORGANISATION POLITIQUE ORIGINALE

Au cours des cinq dernières années, l'équipe internationale de recherche est également parvenue à commencer à comprendre l'organisation politique de la cité. Chaque maison était partie prenante d'au moins plusieurs réseaux qui se recoupaient uniquement dans cette maison.

Ainsi il y avait un réseau radial des ménages, donc de maisons accolées le long d'une ligne allant du centre de la cité jusqu'à son bord extrême. Il y avait aussi un lien organisationnel entre toutes les maisons construites en cercle autour du centre de la colline sur le même niveau de terrasses. Du fait de ces deux modes de structuration, il fallait que le centre de la colline ne soit pas bâti. A cet endroit, les archéologues ont trouvé une vaste décharge. Et là encore, un réseau particulier raccor-

daait toutes les maisons qui étaient construites autour d'une décharge. Leur traitement strictement réglementé, en particulier leur désinfection régulière avec des cendres et de la chaux, avait des effets directs sur l'état de santé de la population. Des peintures

DR / ÇatalHöyük dans l'Anatolie.DR

Ville de l'égalité

PAR BERNHARD BROSIOUS

murales quasiment identiques dans des maisons largement éloignées les unes des autres, de même que des découvertes qui n'ont pas été rendues publiques, semblent indiquer l'existence d'autres réseaux, dont on ne comprend pas encore la fonction. Mais on est déjà certain que chaque élément du corps social relevait de différents modes d'appartenance et de regroupement, qui empêchaient l'apparition d'un pouvoir central. En 6000 avant notre ère, les hommes quittèrent leur cité et s'éparpillèrent dans quinze villages de la plaine. Ils y vécurent pendant encore 700 ans, fortement liés économiquement les uns aux autres, sans

guerre, sans conflits et sur un mode égalitaire. Lorsqu'à la suite d'un changement climatique, la plaine se dessécha, ils furent contraints de devenir des bergers nomades, dont la trace s'est perdue dans les brumes de l'histoire.

Ce que nous venons de décrire confirme une fois de plus que ce n'est pas le niveau technique, mais bien les rapports sociaux qui sont décisifs pour déterminer la qualité de vie et

la forme sociale. Çatalhöyük ne nous montre pas seulement qu'il est possible d'aller au-delà d'une société de classe, mais qu'il est également possible de construire ensuite une société débarrassée de l'exploitation, de la violence et de la domination. C'est ainsi que le niveau de vie le plus élevé atteint à cette époque a pu devenir une réalité, et pour tout le monde.

Alors, imaginons ce que nous pourrions réaliser aujourd'hui, avec le niveau atteint par la technique, si nous avions enfin des rapports sociaux rationnels! □

Traduit de l'allemand par Pierre Vandevoorde et Henri Clément. Les intertitres sont de la rédaction. Plus de renseignements sur <http://www.catalhoyuk.com> et www.urkommunismus.de (pages en allemand et en anglais).

/ Un aperçu du site de fouilles archéologiques.

DR / Un exemple de peinture murale.

HÔTEL-DIEU: TOUT UN SYMBOLE!

PAR YANN CÉZARD

Rassemblement à l'Hôtel-Dieu du 12 septembre 2013. Photothèque rouge/JMB.

Mais qui sont ces gens sur la photo? On dirait des gueux envahissant, avec leurs drapeaux rouges, un vieux palais. Des sans-culottes au Palais-Royal, vu la majesté du portique? Pourtant ils sont chez eux : ce sont des infirmières, des aides-soignants, des médecins, des citoyens, des patients de l'Hôtel-Dieu. Ils l'occupent.

Cet hôpital est le plus ancien de Paris. L'histoire le fait remonter à l'année 651, quand il fut fondé par l'évêque «Saint» Landry. Ça ne devait pas être grand-chose : un charitable mouvoir pour les pauvres de l'Eglise. Mille ans plus tard, au XVI^e siècle, il a failli fermer pour cause de déficit, car le financement privé («les bonnes œuvres») faisait défaut. Les autorités municipales et royales ont alors sauvé son existence. C'est le début de l'hôpital public.

RETOUR À L'AN 651 ?

2013. Le groupe public AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris) a décidé de fermer l'Hôtel-Dieu, pour faire de grosses économies tout en réalisant une juteuse opération immobilière. 22 000 m² au centre de Paris, au point 0 des routes françaises.

C'est fermer le seul hôpital public des neuf premiers arrondissements de Paris, une

zone où résident 400 000 personnes, passent chaque année 13 millions de touristes, travaillent des centaines de milliers de salariés. C'est fermer un service des urgences qui en accueille 110 000 par an (toutes catégories), urgences qui seraient donc transférées vers d'autres hôpitaux eux-mêmes déjà complètement saturés.

A l'heure où nous publions, impossible de savoir quelle sera l'issue de la lutte. Mais quelle leçon de choses, déjà ! L'Hôtel-Dieu est un symbole du démantèlement en cours du service public de santé. Symbole, parce que sa fermeture n'a rien d'exceptionnel. Partout, le ministère de la santé et ses relais ferment des centres de santé, des hôpitaux, des maternités, des centres IVG, restructurent à tour de bras. Et partout, l'hypocrisie socialiste se manifeste. Le gouvernement fixe le plafond des dépenses de sécurité sociale, organise l'asphyxie financière des hôpitaux. A Paris, l'AP-HP décide (parmi bien d'autres) la fermeture de l'Hôtel-Dieu, avec la bénédiction du président de son conseil d'administration, le socialiste Jean-Marie Le Guen, qui en appelle à rompre avec le «misérabilisme» et prône «l'hôpital debout». C'est-à-dire l'hôpital sans lits.

Mais la colère des personnels enfle, un comité de soutien se constitue. En juillet, la ministre

Marisol Touraine annonce le report de la fermeture des urgences, en raison d'un «climat social lourd» et du péril sanitaire. En août, la direction de l'AP-HP organise le déménagement des équipements et déroute les ambulances vers les urgences d'autres sites. Bras d'honneur à la ministre ou duplicité de celle-ci... qui ne dit rien? La mairie socialiste se réveille... doucement : ne pourrait-on pas sursoir jusqu'en mai 2014, après les municipales? Ras-le-bol des personnels et des soutiens, rage de se faire balader. L'occupation est décidée et démarre le 1^{er} septembre, associant les syndicats du site et les soutiens extérieurs, car la santé est l'affaire de tous et toutes.

Cela suffirait déjà à nous faire parler de «grève exemplaire».

Mais qu'on se comprenne : l'Eglise n'avait-elle pas elle aussi ses pauvres «exemplaires»? Bien méritants et bien mourants? C'est la croisée des chemins pour la lutte : l'occupation, indispensable, va-t-elle rester isolée, ou réussir à entraîner d'autres dans un combat global contre toutes les restructurations, contre tous les projets de l'AP-HP et du gouvernement? Un combat global, seul capable de mettre fin à cette politique criminelle, est possible : car partout les résistances existent. □